

Sécurité énergétique régionale et internationale : l'Algérie, un acteur clé P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 1^{er} avril 2026 / N° 1309 / PRIX 20 DA



Déploiement de l'infrastructure numérique

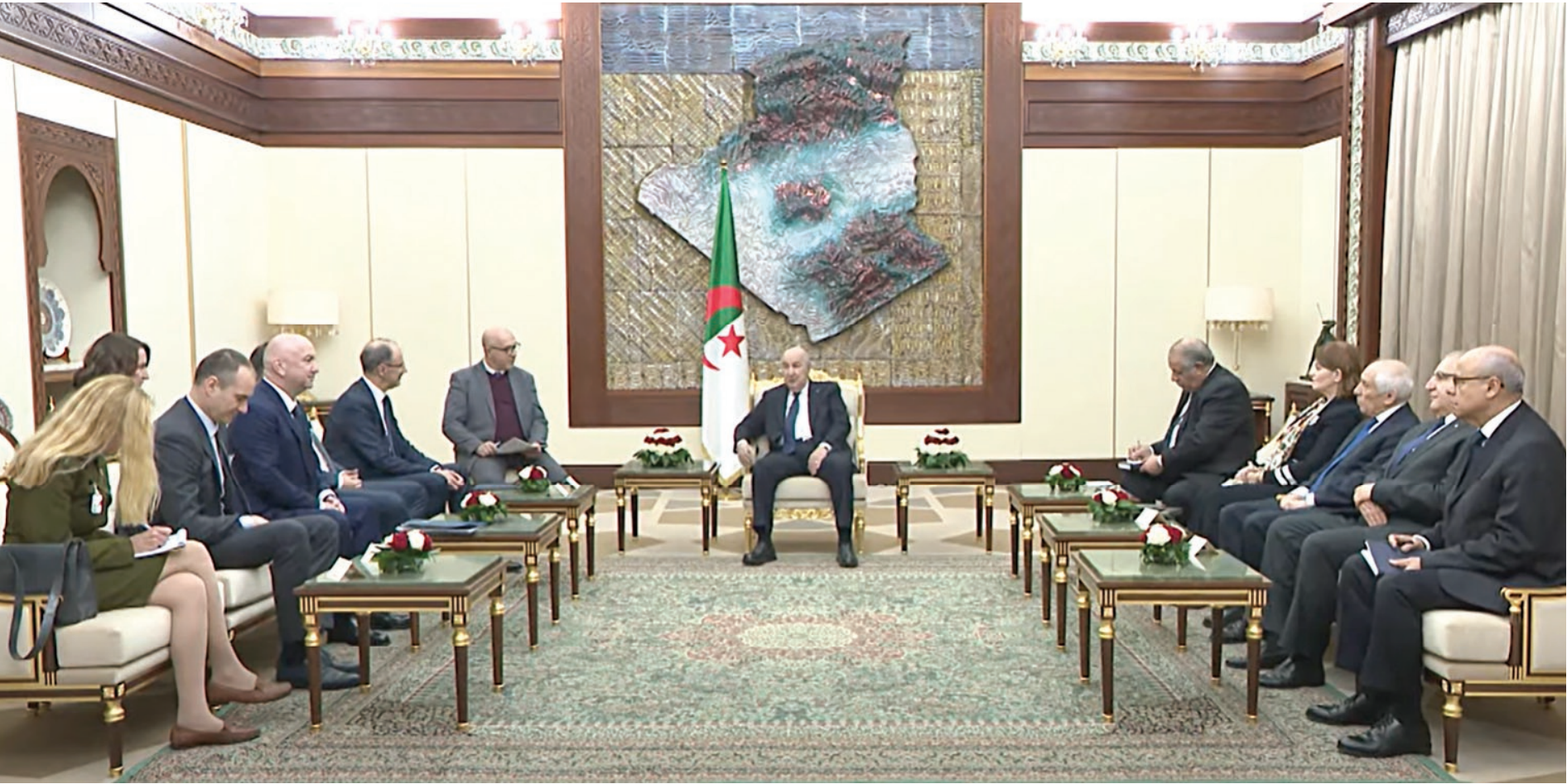
L'Algérie souscrit à l'initiative « 50-in-5 »

P5

Après Giorgia Meloni et José Manuel Albares, le Premier ministre serbe reçu à El-Mouradia

BALLET DIPLOMATIQUE À ALGER

Le contexte géopolitique actuel, marqué par le conflit ukrainien et les tensions au Moyen-Orient liées aux interventions américano-sionistes, pèse fortement sur les économies d'Europe occidentale. P3



REMPORTANT ONZE MÉDAILLES, DES PÉPITES ALGÉRIENNES BRILLEN À L'OLYMPIADE DE MATHÉMATIQUES

P5



Révision du régime électoral

NOUVELLES RÉGLES DU JEU

P4

Lutte contre le terrorisme et respect du droit international humanitaire

L'ALGÉRIE MONTRE LA VOIE

Fort de son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie montre la voie et partage son expertise pour renforcer la sécurité et la résilience face aux menaces, inspirant ainsi d'autres nations dans leurs stratégies de prévention et de lutte.



Enjeux énergétiques et miniers
Alger et New Delhi se concertent

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger Mme Neena Malhotra, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la République de l'Inde, chargée de la coopération avec les pays du Sud, en visite officielle en Algérie dans le cadre de la septième session des consultations politiques algéro-indiennes. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a été l'occasion pour les deux parties de mettre en avant la profondeur des liens historiques et la solidité des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Inde. Elles ont également salué la dynamique positive que connaissent les relations bilatérales, notamment à la suite de la visite d'État effectuée en octobre 2024 par la présidente indienne, Mme Droupadi Murmu, marquée par des échanges de haut niveau avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les discussions ont permis d'examiner les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans plusieurs secteurs stratégiques, en particulier les hydrocarbures, les mines et le dessalement de l'eau de mer. À cette occasion, les deux parties ont réaffirmé la solidité du partenariat algéro-indien tout en explorant les perspectives de son développement futur. Lors de cet entretien, M. Arkab a mis en avant les nombreuses opportunités d'investissement offertes dans le secteur des hydrocarbures, invitant les entreprises indiennes à s'impliquer dans les différents projets pétroliers et gaziers. Il a notamment insisté sur la possibilité d'intervenir à toutes les étapes de la chaîne de valeur, de l'amont à l'aval, en mettant l'accent sur l'exploration, la production, le développement des infrastructures ainsi que l'ingénierie. De son côté, la partie indienne a exprimé un intérêt particulier pour le renforcement de la coopération commerciale avec Sonatrach, notamment dans les domaines de la commercialisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et des produits pétroliers. Les échanges ont également porté sur les perspectives de partenariat dans les industries pétrochimiques, la production d'engrais et la transformation du phosphate. Ils ont, par ailleurs, abordé les opportunités offertes dans le secteur minier, notamment en matière de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources minérales, ainsi que dans les études géologiques et la cartographie. À ce titre, M. Arkab a exprimé le souhait de voir les entreprises indiennes contribuer activement au développement de nouveaux projets miniers en Algérie. Pour sa part, la délégation indienne a réitéré sa volonté d'élargir les domaines de coopération avec l'Algérie, en mettant l'accent sur les hydrocarbures, les mines, mais aussi sur l'échange d'expertises et le transfert de technologies. L'objectif étant de consolider davantage le partenariat bilatéral et de tirer pleinement parti des potentialités qu'offrent les deux pays.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE
L'Algérie, un acteur clé

L'Algérie s'impose comme un acteur clé dans la sécurité énergétique régionale et internationale, grâce à la constance de ses approvisionnements et à son engagement en faveur des projets panafricains structurants, selon le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Ghezali Farid.

PAR MAHREZ Z.

Dans une déclaration à la presse, en marge du 8e symposium de l'Association algérienne de l'industrie gazière (AIG), M. Ghezali a mis en exergue l'engagement de l'Algérie en faveur de l'intégration énergétique africaine, à travers la promotion de projets d'envergure continentale. Il a cité, à ce titre, le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), qu'il a qualifié de « réaliste et opérationnel », rappelant que « des équipes sont déjà à pied d'œuvre au Niger pour concrétiser cette infrastructure stratégique ». Évoquant les perspectives d'évolution de ce projet, le secrétaire général de l'APPO a exprimé l'espoir de voir le gazoduc entrer en service à l'horizon 2029, soulignant que sa réalisation contribuera à démontrer la capacité de l'Afrique à s'imposer comme un fournisseur énergétique fiable sur la scène internationale. S'agissant de la place du gaz sur le marché énergétique mondial, il a considéré qu'il constitue la « meilleure passerelle » entre

les énergies fossiles et la transition énergétique. « Sans le gaz, cette transition ne sera pas possible », a-t-il indiqué, rappelant que cette ressource « a largement fait ses preuves », tant sur le plan historique que dans les perspectives énergétiques à court et moyen termes. Dans ce contexte, M. Ghezali a mis en exergue le rôle important de l'Algérie, saluant notamment sa fiabilité en tant que fournisseur. « Quelles que soient les conditions géopolitiques, l'Algérie n'a jamais interrompu ses livraisons de gaz », a-t-il souligné, qualifiant cette constance de « valeur inestimable » qui dépasse la simple notion de prix pour s'inscrire dans celle du service. De leur côté, plusieurs cadres du groupe Sonatrach ont mis en avant, lors de différentes interventions, les atouts de l'Algérie sur le marché international du gaz, notamment le volume des réserves, des coûts de production compétitifs et une expérience accumulée en matière de marketing, affirmant que le pays dispose de tous les atouts pour élargir sa présence dans le secteur des énergies



propres. Lors d'un atelier intitulé « Géopolitique et marché gazier », les intervenants ont souligné l'engagement de Sonatrach dans le développement des énergies renouvelables et l'intégration de l'hydrogène vert comme solution énergétique pour le transport et le stockage, estimant qu'il s'agit d'une étape stratégique pour renforcer la compétitivité de l'Algérie sur les marchés énergétiques internationaux. Les participants au 8e symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG) ont, en outre, mis en évidence le rôle croissant de l'hydrogène vert dans la stratégie du groupe Sonatrach, en tant qu'élément central pour soutenir la transition énergétique et promouvoir un développement durable dans

l'industrie nationale. Le 8e symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG) a également inclus un espace d'exposition, avec la participation d'une vingtaine d'entreprises et d'une dizaine de start-up. Une initiative inédite visant à ouvrir cet événement de référence aux jeunes entreprises innovantes et à renforcer les passerelles entre recherche, innovation et industrie énergétique. La rencontre, organisée par l'AIG du 30 au 31 mars, a rassemblé plus de 700 participants, parmi lesquels des experts, des décideurs et des acteurs clés de l'industrie gazière, ainsi que des représentants de sociétés internationales et d'institutions nationales, dont les filiales des groupes Sonatrach et Sonelgaz. ■

ESCALADE AU MOYEN-ORIENT
L'Europe refuse de servir de tremplin à la guerre contre l'Iran

PAR NASSIM TERKI

L'Italie et l'Espagne ferment leurs bases et leur espace aérien aux avions américains, tandis que Téhéran poursuit ses opérations pour défendre ses intérêts stratégiques dans le Golfe. Hier, l'Italie a rejeté l'autorisation pour des avions militaires américains de se poser à la base de Sigonella, en Sicile, dans le cadre d'opérations contre l'Iran. Selon le journal Corriere della Sera, aucun accord officiel n'a été demandé par les États-Unis et le commandement militaire italien n'a pas été consulté, comme le stipulent les traités relatifs à l'usage des installations étrangères. L'agence Reuters a confirmé ces informations, sans préciser le nombre d'avions concernés ni la date exacte du refus. La décision italienne fait écho à celle de l'Espagne, qui a fermé son espace aérien aux appareils américains. La ministre de la Défense espagnole, Margarita Robles, a insisté : « L'utilisation des bases et de l'espace aérien espagnols dans des opérations liées à la guerre contre l'Iran n'est pas autorisée ». Ces choix européens traduisent une réticence croissante face

aux interventions militaires américaines, marquant une prise de distance avec la politique belliciste de Washington. Pendant ce temps, l'administration américaine multiplie les déclarations agressives. Donald Trump a affirmé : « Les pays doivent acheter leur pétrole aux États-Unis ». Il a ajouté : « L'Iran a été largement détruit et la partie la plus difficile est terminée », et a prévenu : « Nous n'offrirons plus d'aide pour protéger les intérêts des pays qui refusent de soutenir l'opération militaire contre l'Iran ». Du côté de Téhéran, les autorités affirment défendre leur territoire et leurs intérêts stratégiques. Le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a demandé à Riyad d'« expulser les forces américaines » et rappelé que les frappes iraniennes dans la région visent uniquement « ses agresseurs ennemis ». L'Iran a également approuvé un projet de loi visant à réglementer le passage des navires par le détroit d'Ormuz, incluant une interdiction de passage pour les États-Unis et Israël. Les réactions internationales vont dans le sens d'une médiation et d'un contrôle de l'escalade. Le ministère russe des Affaires étrangères a

condamné « l'agression israélo-américaine » et souligné que « la crise au Moyen-Orient pourrait s'aggraver en un conflit plus large », tout en se disant prêt à jouer un rôle de médiateur. Pékin a, de son côté, exhorté « les parties en guerre, en particulier les États-Unis et Israël, à cesser immédiatement les opérations militaires » et a exprimé sa « disponibilité à œuvrer pour apaiser la situation et construire la paix ». Malgré les menaces américaines, Téhéran poursuit ses opérations dans le Golfe. Mardi, un pétrolier koweïtien a été attaqué près de Dubaï, sans faire de victimes, rappelant la fragilité de la sécurité maritime dans la région. Les menaces de Trump concernant l'île de Kharg, pivot de l'exportation pétrolière iranienne, illustrent la tension

constante autour des ressources stratégiques du pays. Dans ce contexte, Benjamin Netanyahu, allié de Washington, affirme que « plus de la moitié de ses objectifs de guerre contre l'Iran ont été atteints », sans préciser de calendrier. Mais cette avancée militaire apparente contraste avec la résistance iranienne et le refus européen de faciliter l'escalade. Enfin, l'ONU a convoqué hier une réunion d'urgence du Conseil de sécurité après la mort de trois Casques bleus indonésiens au Liban. Ces incidents rappellent que la guerre en cours, déclenchée le 28 février par l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, ne se limite pas au seul territoire iranien et continue d'ébranler l'ensemble de la région. ■

Attaf en visite en Belgique

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, est arrivé hier à Bruxelles pour une visite officielle au Royaume de Belgique, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette visite, effectuée sur instruction du Président de la République, vise à soutenir la dynamique renouvelée que connaissent les relations algéro-belges ces derniers temps, en vue d'établir un partenariat bilatéral plus dense, efficace et performant, précise la même source. Attaf devrait s'entretenir avec son homologue belge, M. Maxime Prévot, et être reçu par de hauts responsables belges.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouluouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

APRÈS GIORGIA MELONI ET JOSÉ MANUEL ALBARES,
LE PREMIER MINISTRE SERBE REÇU À EL-MOURADIA

Ballet diplomatique à Alger

En l'espace de quelques jours, l'Algérie s'est muée en épicentre diplomatique, avec trois visites de haut niveau : le Premier ministre serbe Djuro Macut, le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Albares et la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni.

PAR BOUALEM B.

Ces déplacements ne doivent rien au hasard. Parfaitement coordonné, ce « ballet diplomatique » illustre la quête stratégique des acteurs internationaux vis-à-vis de l'Algérie, qui se positionne aujourd'hui comme un acteur incontournable grâce à son énergie fiable, sa stabilité régionale et son rôle de passerelle vers l'Afrique. C'est lundi passé que le Premier ministre serbe est arrivé à l'aéroport Houari-Boumediene, accueilli par son homologue Sifi Ghrieb. Il a été reçu hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. La nature de sa visite était claire : il s'agit de réduire la dépendance de Belgrade au gaz russe et de forger une coopération au-delà du seul secteur énergétique. Les discussions au Palais du gouvernement ont mis en lumière le potentiel encore sous-exploité entre les deux nations. Djuro Macut a souligné le lien historique forgé par la reconnaissance, dès ses débuts, du Gouvernement provisoire de la République algérienne par l'ex-Yougoslavie. En retour, Sifi Ghrieb a insisté sur la nécessité de donner une nouvelle impulsion à la Commission mixte de coopération et de transformer les intentions en initiatives concrètes dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, les transports ou encore le tourisme. Les accords signés dans des secteurs tels que les finances, les télécommunications, la culture et le tourisme traduisent le désir commun des présidents Abdelmadjid Tebboune et Aleksandar Vučić d'élever cette relation à un niveau supérieur. Dans un contexte mondial marqué par des chaînes d'approvisionnement souvent incertaines, la Serbie voit en l'Algérie un partenaire stratégique de confiance, capable de diversifier ses sources bien au-delà des frontières européennes traditionnelles. Quelques jours avant cette visite serbe, Giorgia Meloni foulait pour la seconde fois en quelques mois le sol algérien. Si elle a renouvelé l'importance du partenariat stratégique entre l'Italie et l'Algérie, elle cherchait également à assurer un approvisionnement éner-



gétique conséquent face à la réduction drastique du gaz russe. Lors d'entretiens avec le président Tebboune, Meloni a qualifié les relations algéro-italiennes de véritable modèle en ces temps d'instabilité mondiale. La discussion a porté sur le renforcement des liens entre ENI et Sonatrach, la coopération en matière d'exploration maritime, les énergies renouvelables et les infrastructures comme le gazoduc Transmed reliant les deux pays. L'Italie cherche à aller au-delà d'un simple rôle de client énergétique en investissant dans un avenir commun avec l'Algérie qui, en parallèle, assoit sa place de fournisseur fiable et de partenaire stratégique dans la région. Enfin, jeudi dernier, c'est José Manuel Albares qui a rejoint Alger, durant une période marquée par une volonté affichée de réconciliation hispano-algérienne. Après une série de tensions diplomatiques, les échanges entre l'émissaire espagnol et le président Tebboune se sont soldés par une annonce forte : celle de la réactivation du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération datant de 2002. Un geste significatif indiquant un nouveau départ dans leur relation bilatérale. Les chiffres commerciaux illustrent clairement l'importance de ce rapprochement. En 2025, les échanges entre les deux pays auront atteint 8,5 milliards d'euros, avec une nette progression des exportations espagnoles vers l'Algé-

rie. De plus, près de cent entreprises espagnoles sont installées sur le marché algérien, témoignant ainsi d'une dynamique économique croissante. Outre l'économie, la culture reste un levier essentiel, comme en témoigne l'inauguration récente d'un centre Cervantes à Oran. Ce ballet diplomatique met en lumière une synchronisation remarquable des agendas des différents acteurs internationaux. Belgrade travaille à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou tout en élargissant ses perspectives économiques hors d'Europe ; Rome s'assure un accès prioritaire aux ressources énergétiques algériennes ; et Madrid répare une relation fragile mais stratégique. Tous partagent cependant un même constat, qui, grosso modo, peut se résumer ainsi : l'Algérie ne se contente plus d'être un simple fournisseur de gaz ou un partenaire économique secondaire. Grâce à ses ressources abondantes, sa position géographique privilégiée et sa stabilité politique dans un contexte régional tumultueux, elle convertit ses atouts naturels en sources d'influence diplomatique durable. Les réformes entreprises ont significativement amélioré le climat des affaires, ouvert de nouvelles opportunités d'investissement et établi le pays comme un point d'accès stratégique et crédible vers le continent africain. Les partenaires étrangers en sont pleinement conscients. ■

AVEC DES ÉCHANGES APPELÉS À PRENDRE DE L'ÉPAISSEUR Alger et Belgrade resserrent les rangs

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réaffirmé hier à Alger l'importance de renforcer les échanges commerciaux et économiques entre l'Algérie et la Serbie, appelant à exploiter pleinement les potentialités des deux pays afin d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques et fructueux. Lors de ses entretiens bilatéraux au Palais du Gouvernement avec le Premier ministre serbe, Duro Macut, et la délégation qui l'accompagnait, Ghrieb a estimé que le volume des échanges économiques entre Alger et Belgrade «demeure en-deçà de leurs capacités réelles». Il a souligné la nécessité de tirer parti des atouts des deux nations pour développer les échanges et mettre en place des partenariats profitables, notamment à la faveur des réformes économiques initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui ont amélioré le climat des affaires et stimulé les investissements. Dans ce cadre, le Premier ministre a rappelé les facilités et garanties introduites par la loi sur l'investissement de 2022, ainsi que le cadre institutionnel modernisé, destiné à accompagner et orienter les investisseurs à chaque étape de leurs projets. Il a également évoqué le rôle central de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et du Guichet unique des grands projets et investissements

étrangers, offrant aux porteurs de projets un gain de temps, d'efforts et de ressources financières. Le Premier ministre a insisté sur l'importance de promouvoir les contacts entre les hommes d'affaires algériens et serbes, invitant la partie serbe à «mettre à profit la dynamique positive des relations bilatérales pour saisir les opportunités de coopération offertes par le marché algérien et contribuer au développement économique commun». En mettant en avant les avantages concurrentiels de l'Algérie, tels que sa position géographique stratégique, ses infrastructures et son appartenance à plusieurs zones de libre-échange, il a souligné que ces facteurs offrent «d'importantes opportunités pour renforcer le partenariat et intensifier les investissements, notamment en direction du continent africain, compte tenu des perspectives de croissance prometteuses et de la capacité des deux pays à s'adapter efficacement aux perturbations des chaînes d'approvisionnement récentes». Concernant la visite du Premier ministre serbe, Ghrieb a précisé qu'elle reflète «la volonté commune de promouvoir les relations bilatérales» et offre «l'occasion d'examiner les moyens de renforcer la coopération et de consolider la tradition de concertation sur les sujets d'intérêt commun». Il a rappelé que les relations algéro-serbes reposent sur «la

confiance et le respect mutuel», héritage du soutien historique de l'ex-République de Yougoslavie à la Révolution algérienne, le pays ayant été le premier en Europe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Ce patrimoine historique commun constitue, selon lui, «un capital politique précieux pour poursuivre les efforts visant à renforcer le dialogue politique et à porter la coopération économique et commerciale au niveau des relations politiques». Sur le plan international et régional, il a salué la convergence des vues entre l'Algérie et la Serbie sur le respect de la légalité internationale et des principes du droit international. Il a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts bilatéraux et de renforcer la coordination dans les instances internationales afin de contribuer à la paix, à la stabilité et au développement. Pour sa part, le Premier ministre serbe, Macut, a exprimé la disposition de son pays à poursuivre une coopération historique solide avec l'Algérie, en intensifiant le dialogue politique et économique. Il a insisté sur l'activation des mécanismes de coopération bilatérale, notamment via la Commission mixte de coopération, afin de concrétiser les programmes convenus et explorer de nouvelles perspectives de partenariat dans les domaines économique et commercial. Y. R.

Éditorial l'EXPRESS

UN PARTENAIRE FIABLE

PAR MAHDI B

En l'espace d'une semaine, la diplomatie algérienne a démontré tout le poids et l'importance de ses relations solides et sincères avec les pays amis. Des relations fondées sur la confiance et la coopération constante, que l'Algérie entretient avec certaines nations du bassin méditerranéen. C'est le cas de l'Italie, avec laquelle elle maintient des liens denses, riches et mutuellement bénéfiques, couvrant les domaines politique, économique, commercial et énergétique. La visite mercredi dernier de la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, à Alger, suivie le lendemain de celle du chef de la diplomatie espagnole, a marqué le début d'une relance « new look » des relations plurielles entre Alger et ces deux pays. Le contexte géopolitique actuel, marqué par le conflit ukrainien et les tensions au Moyen-Orient liées aux interventions américano-sionistes, pèse fortement sur les économies d'Europe occidentale. Dans ce cadre, plusieurs pays de l'Union européenne se tournent progressivement vers l'Algérie, qui leur offre une sécurité énergétique rassurante, notamment pour l'Italie et l'Espagne. Ces partenaires, traditionnels clients de Sonatrach, apprécient la fiabilité et la constance de l'approvisionnement algérien. D'autres pays européens commencent également à considérer l'Algérie comme un moyen de contourner les risques liés au détroit d'Ormuz, devenu un goulot d'étranglement pour les approvisionnements en carburants et gaz. La visite hier à Alger du Premier ministre serbe s'inscrit dans le même schéma politique : un rapprochement accéléré avec Alger après plusieurs années de flottement. La Serbie, héritière des liens avec l'ex-Yougoslavie, avait été un allié incontournable de l'Algérie, notamment durant la guerre de libération nationale. Le Premier ministre serbe, Duro Macut, a rappelé l'histoire commune entre les deux pays depuis la Révolution algérienne et au lendemain de l'indépendance, qu'il considère comme le socle de relations solides dans divers domaines. La Serbie, dont le Premier ministre a exprimé « la volonté politique sincère et la ferme détermination de son pays à renforcer les relations bilatérales », rejoint ainsi le groupe de nations se rapprochant d'Alger pour relancer ou consolider des relations politiques saines et fiables, ouvrant la voie à de nouveaux partenariats économiques, commerciaux et énergétiques. L'Algérie, de son côté, entend capitaliser sur ses relations de confiance avec ses partenaires européens traditionnels tout en maintenant une dynamique ouverte sur tous les aspects de la coopération stratégique. Le secteur énergétique soutient ce redéploiement de la diplomatie algérienne, qui marque des points dans un contexte mondial où les équilibres géostratégiques basculent, notamment sous l'effet de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. La circulation maritime dans le détroit d'Ormuz, qui assurait auparavant le passage quotidien d'environ 20 % de la consommation mondiale de pétrole, reste aujourd'hui une grande inconnue pour les marchés de l'énergie et les pays importateurs. Les pays européens, confrontés à une hausse des prix du brut de plus de 10 %, subissent déjà les effets de cette situation. Certaines nations, comme l'Italie, l'Espagne, la Serbie ou l'Allemagne, ont compris l'importance du rôle politique et économique de l'Algérie, de la fiabilité de son potentiel énergétique et de la crédibilité de ses infrastructures. D'autres, comme la France, commencent à payer le prix de leurs choix politiques incohérents vis-à-vis d'Alger. L'adoption aveugle d'une politique américaine agressive au Moyen-Orient a conduit la France à subir des conséquences économiques, aggravées par le retrait unilatéral de certaines entreprises énergétiques françaises opérant en Algérie.

Sécurité sanitaire en Afrique Le rôle de l'Algérie mis en lumière

Le Secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, a reçu hier une délégation de la Commission de l'Union africaine, dirigée par le Dr Adamu Isah, chef de la division de la Santé. La rencontre s'est déroulée en présence de plusieurs cadres de l'administration centrale. Lors de cette audience, le Dr Adamu Isah a tenu à exprimer ses condoléances les plus sincères et sa profonde compassion suite au décès de l'ancien président Liamine Zeroual, priant pour que le défunt repose dans la miséricorde divine, selon un communiqué publié par le ministère de la Santé. Au cours des échanges, le Dr Adamu Isah a salué le niveau avancé du système de santé algérien, mettant en avant le développement tangible et qualitatif des services de santé ainsi que de la production pharmaceutique. Il a souligné le progrès significatif du secteur, reflet des réformes engagées et de la montée en capacités du pays dans ce domaine stratégique. Il a également apprécié les efforts de l'Algérie en faveur de l'industrie pharmaceutique, insistant sur l'importance de renforcer la production de médicaments à l'échelle africaine, afin de soutenir la sécurité sanitaire du continent et d'assurer une autosuffisance durable. Pour sa part, Mohamed Talhi a considéré cette visite comme un jalon important dans le renforcement des relations de coopération avec la Commission de l'Union africaine. Il a mis en avant la confiance accordée à l'Algérie dans le domaine de la santé et souligné le rôle stratégique du pays en matière de services de santé et de production pharmaceutique à l'échelle africaine. Talhi a insisté sur le développement notable du système de santé national, sa capacité à fournir des soins de haute qualité et les potentialités offertes dans les secteurs thérapeutiques et pharmaceutiques, confirmant ainsi la position de l'Algérie comme partenaire actif et fiable au niveau continental. La rencontre a permis d'explorer plusieurs pistes pour intensifier la coopération bilatérale, notamment la possibilité pour le personnel de l'Union africaine d'accéder aux services médicaux en Algérie, ainsi que l'éventualité de conclure des conventions de soins avec les établissements publics et privés du pays. Les deux parties ont également souligné l'importance de maintenir une coordination et une concertation continues, afin de répondre aux besoins de la Commission et de contribuer au développement harmonieux des systèmes de santé à l'échelle africaine.

R. N.

RÉVISION DU RÉGIME ÉLECTORAL

Nouvelles règles du jeu

Lundi, à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présenté le projet de loi organique modifiant le régime électoral. Il a insisté sur l'importance de ce texte pour « renforcer le processus démocratique » et a précisé qu'il résulte de « larges concertations ayant associé différents secteurs, acteurs politiques et experts ».

PAR NASSIM T

Le projet clarifie la répartition des missions entre l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et le ministère de l'Intérieur. Les tâches logistiques, auparavant gérées par l'ANIE, seront désormais confiées à l'administration centrale. L'ANIE conservera ses missions de supervision et de contrôle. Le ministre a expliqué : « Le projet de loi organique n'affecte pas les pouvoirs conférés à l'Autorité indépendante en matière de préparation, d'organisation, de gestion, de supervision et de contrôle des processus électoraux et référendaires, pouvoirs qui sont inscrits dans la Constitution. Cet amendement vise à concentrer tous les efforts de l'Autorité indépendante sur l'accomplissement de ses missions essentielles, de manière à garantir un suivi précis et responsable de toutes les étapes du processus électoral ». Le Conseil délibérant passe de vingt à dix membres. Un bureau exécutif, composé du président et de deux membres élus, sera chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil. Les coordinateurs locaux et à l'étranger seront limités en nombre et soumis à des conditions strictes : « Il s'agit également de revoir les dispositions relatives aux démembrements de l'ANIE, en remplaçant les délégations de wilayas et de communes, ainsi que les délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, par des coordinateurs ré-



quisitionnés à l'occasion des échéances électorales, ne disposant pas de la qualité de membre ». Le texte réserve « un tiers des listes aux femmes » et prévoit « une disposition transitoire prévoyant l'exemption des listes de cette condition lors du premier scrutin ». Un quota est également prévu pour les jeunes de moins de 40 ans afin d'encourager leur

engagement politique. Le nombre de signatures pour candidater est réduit : 35 pour les élections locales, 150 pour les législatives à l'intérieur du pays et 100 pour l'étranger. Les candidats devront justifier de leur situation fiscale, et les candidats à la présidentielle devront présenter un certain niveau d'instruction. L'inéligibilité des militai-

res est alignée sur le statut de l'Armée nationale populaire : cinq ans après la cessation de service pour les militaires d'active, contre un an auparavant. Le texte renforce la transparence et le suivi des résultats : « Dans un souci de renforcement des mécanismes de transparence et de crédibilité, le texte rend obligatoire la délibération et l'approbation des résultats provisoires des élections par le Conseil de l'Autorité avant leur proclamation officielle ». Il introduit également l'usage progressif du numéro d'identification national unique sur la carte électorale. Le projet prévoit des ajustements concernant les listes électorales, le nombre de candidats dans les circonscriptions et les délais légaux afin d'optimiser le déroulement du processus électoral. Le rôle du ministère des Affaires étrangères est également clarifié pour l'organisation des opérations électorales à l'étranger. Face aux inquiétudes liées à l'abstention, Saïd Sayoud a déclaré : « Nous sommes tout aussi préoccupés que vous par la réticence des citoyens à voter. Ce phénomène est devenu mondial et ne se limite pas à l'Algérie ». Il a insisté sur l'importance de la confiance dans le vote : « Le citoyen doit avoir la garantie que son vote sera respecté et que personne ne pourra y porter atteinte. Tel est notre objectif ». Une fois adopté par l'APN, le texte sera soumis au Conseil de la nation. Il servira de cadre pour les prochaines élections, à commencer par les législatives prévues cet été. ■

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

L'Algérie montre la voie

L'Assemblée populaire nationale (APN), a pris part, lundi dernier, à une réunion virtuelle consacrée aux dispositifs de lutte contre le terrorisme. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des travaux de la Commission chargée de renforcer le respect du droit international humanitaire, relevant de l'Union interparlementaire, indique un communiqué de l'Assemblée. Organisée sous le thème : « les dispositifs de lutte contre le terrorisme : comment les parlements

peuvent-ils protéger l'action humanitaire et soutenir le respect du droit international humanitaire », cette réunion a permis à l'APN de mettre en avant l'expérience algérienne en la matière, ainsi que l'importance de l'approche globale adoptée. Elle a expliqué que cette expérience ne s'est pas limitée à l'aspect sécuritaire de la lutte contre le terrorisme, mais a également intégré des dimensions humanitaires et de développement. Elle a souligné, à ce propos, que cette appro-

che intégrée a contribué à renforcer les droits des différentes parties, à travers l'adoption de mesures de réparation et de réhabilitation, ainsi que des mécanismes d'amnistie et de réintégration, reflétant l'engagement du pays en faveur des principes de justice et de réconciliation. Elle a ajouté que ces efforts ont permis de consolider l'État de droit et de renforcer la cohésion sociale, favorisant ainsi un environnement propice à la protection des droits humains et à la facilitation

de l'action humanitaire. Elle a précisé que cette expérience s'inscrit dans le respect des engagements internationaux, notamment les principes du droit international humanitaire. En conclusion, l'APN a appelé à intensifier la coopération internationale et à renforcer l'échange d'expertises entre les parlements afin de faire face aux défis liés à la lutte contre le terrorisme, tout en garantissant la protection de l'action humanitaire et le respect des normes internationales en vigueur. Y. R.

ALGÉRIE-ÉTHIOPIE

Le ministre de la Justice se rend à Addis-Abeba

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, entamera aujourd'hui une visite de travail de deux jours en Éthiopie. Selon un communiqué rendu public hier par le ministère de la Justice, ce déplacement sera marqué par la signature de trois projets d'accords majeurs portant respectivement sur la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, la coopération judiciaire en matière pénale, ainsi que l'extradition des criminels. Par ailleurs, cette visite sera également l'occasion de procéder à la signature d'un mémorandum d'entente destiné à renforcer la coopération institutionnelle entre les ministères de la Justice des deux pays. La même

source précise que cette démarche vise à consolider la coopération judiciaire bilatérale et à examiner les moyens de son élargissement, notamment à travers l'échange d'expertises et d'expériences, ainsi que la relance des mécanismes de coopération institutionnelle, dans l'intérêt commun des deux États et en cohérence avec la profondeur de leurs relations historiques. Cette visite s'inscrit, en outre, dans le prolongement d'un processus de coopération entre l'Algérie et l'Éthiopie dans les domaines judiciaire et juridique. Celui-ci a été marqué notamment par la visite du ministre d'État au ministère éthiopien de la Justice, Belayehun Yirga, en Algérie le 16 décembre



2025, ainsi que par celle d'une délégation technique éthiopienne du 14 au 18 décembre 2025, dans le cadre du

troisième round de négociations consacré aux projets d'accords communs, conclut le communiqué. ■

DÉPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE

L'Algérie souscrit à l'initiative « 50-in-5 »

La première édition du sommet Global Africa Tech 2026 a clôturé ses travaux hier à Alger, en mettant l'accent sur l'importance de la coopération intra-africaine dans le secteur des télécommunications.

L'événement a été marqué par l'adhésion de l'Algérie à l'initiative "50-in-5" qui aide 50 pays sur une période 5 ans à concevoir, lancer et déployer des composantes de leur Infrastructure Publique Numérique.

Dans une allocution lue en son nom, le ministre de la Poste et des télécommunications, Sid Ali Zerrouki a indiqué que ce le Global Africa Tech a constitué une « une opportunité précieuse pour renforcer la coopération interafricaine dans les secteurs des télécommunications et de la régulation de l'internet », a indiqué M. Zerrouki. A ses yeux, le sommet marque le « point de départ pour la concrétisation des ambitions communes des Etats africains » et offre l'occasion pour « réaffirmer notre engagement indéfectible à définir les contours d'une vision africaine unifiée pour la souveraineté numérique et des télécommunications », a-t-il ajouté.

« Notre ambition, à travers cette rencontre, est de consolider les piliers du développement africain et d'asseoir la souveraineté numérique du continent », poursuit M. Zerrouki. Ces objectifs cruciaux ont été au cœur des différentes activités qui se sont déroulées tout au long du sommet, notamment lors de la session ministérielle qui a abouti à l'adoption de la Déclaration d'Alger pour renforcer la souveraineté numérique. Ce document de référence définit, selon le ministre de tutelle, les objectifs stratégiques pour lesquels « nous devons unir nos efforts et nos



énergies, tout en précisant les conditions, les exigences et les moyens nécessaires pour les atteindre, ainsi que la mise en place de mécanismes d'évaluation périodique et de suivi de l'exécution ».

M. Zerrouki s'est félicité de l'adhésion de l'Algérie lors de ce sommet, à l'initiative "50-in-5". L'initiative vise à aider 50 pays sur une période de cinq ans à concevoir, lancer et déployer des composantes de leur Infrastructure Publique Numérique (DPI) sûre, inclusive et interopérable d'ici 2028.

Le 50-in-5, est une voie concrète pour accélérer la transformation numérique. Elle renforce également le rôle du continent dans le façonnement des systèmes numériques mondiaux, en s'appuyant sur une

solide expérience de mise en œuvre. Le ministre a dans ce sens, exprimé la prédisposition de l'Algérie à jouer un rôle d'acteur et de pôle d'excellence dans le renforcement de la souveraineté numérique africaine. « Forte de ses atouts en matière d'infrastructures et de technologies de l'information et de la communication (TIC), l'Algérie s'engage à contribuer à l'impulsion d'une dynamique africaine et internationale et aspire à affirmer sa position de partenaire central et de leader dans ce domaine, en contribuant à l'unification des efforts autour d'une vision commune, à la fois ambitieuse et souveraine. »

Enfin, le ministre a tenu à saluer l'importance du Global Africa Tech, tenu sous le haut patronage du pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant que cela traduit une « volonté politique de poursuivre la dynamique de la transition numérique, de soutenir l'intégration africaine et de renforcer la place de notre continent sur la scène technologique internationale ».

M. Zerrouki a estimé que cet événement a été une opportunité pour « diagnostiquer les défis, échanger les points de vue, élaborer des visions communes, lancer des dynamiques de coopération concrètes et formuler des propositions et recommandations pratiques soutenant la construction d'une véritable souveraineté numérique africaine, fondée sur la confiance, l'intégration, l'innovation et l'efficience ». ■

Ministère de la Solidarité
288 postes à pourvoir sur concours, pour 2026

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a lancé un concours de recrutement sur titre pour l'année 2026. Au total, 288 nouveaux postes sont ouverts afin d'optimiser la prise en charge des catégories sociales sous tutelle à l'échelle nationale.

Le concours est ouvert pour l'accès aux grades de maître d'enseignement spécialisé principal (115 postes), professeur d'enseignement spécialisé (64 postes), psychopédagogue de 1er degré (46 postes), orthophoniste de 1er degré (26 postes), médecin généraliste de santé publique (25 postes), psychologue clinicien de 1er degré (06 postes) et professeur d'enseignement spécialisé principal (06 postes).

Le ministère a précisé que l'opération de préinscription des candidatures s'effectue via la plateforme numérique <http://www.tawdif-solidarite.dz>. Celle-ci sera accessible dès la publication de l'avis de recrutement dans les quotidiens nationaux et/ou les agences locales de l'emploi, marquant ainsi le début des inscriptions dans chaque wilaya.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
37 morts et 1 847 blessés en une semaine

Les unités d'intervention de la Protection civile ont enregistré 37 décès et 1 847 blessés dans 1 473 accidents de la circulation, en une semaine, nécessitant 2 609 interventions. Selon un communiqué de la direction générale de la Protection civile (DGPC), le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset, qui a déploré 4 décès et 28 blessés à la suite de 14 accidents de la circulation.

Par ailleurs, les dispositifs de chauffage et les chauffe-eaux ont continué de faire des victimes durant cette période. Les secours ont effectué 20 interventions pour la prise en charge de 60 personnes intoxiquées au monoxyde de carbone (CO) et évacuées vers les établissements hospitaliers. On déplore malheureusement le décès d'une personne intoxiquée par ce gaz dans la wilaya d'Alger.

Aussi, les équipes de la Protection civile ont mené 864 interventions pour l'extinction de 526 incendies. Alger avec 42 incendies, Adrar avec 32 incendies et Oran avec 26 incendies, ont été les wilayas les plus touchées par ces sinistres.

Enfin, 5 990 interventions ont été



menées pour le sauvetage de 458 personnes en situation de danger, ainsi que l'exécution de 5 263 opérations diverses d'assistance.

Au total, ce sont 22 616 appels de se-

cours qui ont été reçus par les unités de la Protection civile durant cette semaine, témoignant d'une activité opérationnelle intense sur l'ensemble du territoire national. ■

Remportant onze médailles
Des pépites algériennes brillent à l'Olympiade de mathématiques

L'équipe algérienne ayant participé à la 7e édition de l'Olympiade de mathématiques (OFM 2026), qui s'est déroulée les 28 et 29 mars à Djibouti, a décroché onze médailles, a indiqué un communiqué du ministère de l'Education nationale.

Lors de cette compétition en ligne, l'équipe nationale, composée de 12 élèves (juniors et seniors), s'est illustrée en décrochant 11 médailles ; quatre en or, trois en argent et quatre en bronze, précise le ministère, estimant que ces résultats « très honorables » reflètent « le niveau d'excellence atteint par les élèves algériens dans ce domaine ».

Chez les juniors, deux médailles d'or ont été décrochées par les élèves Maal Chouali (Batna) et Chetbi Adam de l'Ecole privée El-Amane (Alger), deux médailles d'argent par les élèves Rahal Amir Mohamed Racim du Lycée de mathématiques Mohand-Mokhbi (Alger) et Medjah Mohamed Mehdi du CEM Omar-Boumaaza (Tipasa), et une médaille de bronze par Khaled Alaa du Lycée des Frères Rahal (Sétif).

Chez les seniors, deux médailles d'or ont été décrochées par les élèves Abou Elkacimi Kiyan du Lycée de mathématiques Mohand-Mokhbi et Tebib Mohamed Iqbal du lycée Malika-Gaïd (Sétif), une médaille d'argent par l'élève Si Ahmed Abderrahmane du Lycée de Merouana (Batna), et trois médailles de bronze par les élèves Benyounes Fairouz du Lycée de mathématiques Mohand-Mokhbi, Medaoui Mohamed Zakaria Tahar du Lycée Mahab-Ramdane (Alger) et Chiaoui Nedjmeddine du Lycée de mathématiques Mohand-Mokhbi.

Ces « résultats qualitatifs reflètent le niveau d'excellence atteint par les compétences scolaires algériennes et leur capacité à concourir aux plus hauts niveaux scientifiques internationaux, de même qu'ils mettent en lumière les efforts consentis en matière de prise en charge des élites scolaires, la qualité de l'encadrement pédagogique assuré par les enseignants et les encadreurs, ainsi que le soutien continu dont bénéficient les élèves », souligne le communiqué.

Ces succès s'inscrivent dans le cadre de « la politique de prise en charge continue des élites scolaires algériennes, à laquelle l'Etat, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance particulière, en vue de repérer et de soutenir les compétences prometteuses, afin de leur permettre de s'illustrer sur le plan scientifique et de contribuer ainsi au rayonnement de l'Algérie et au renforcement de sa présence dans les fora internationaux », conclut le communiqué.

Soutien à l'entrepreneuriat

NESDA et Algérie Poste signent de nouvelles conventions

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et Algérie Poste renforcent leur partenariat pour soutenir l'entrepreneuriat, avec la signature de nouvelles conventions visant à dynamiser le tissu industriel local. Cette collaboration facilite l'accès aux services



FATIHA AMALOU.

Financiers et numériques pour les micro-entreprises et encourage l'innovation, favorisant ainsi la substitution aux importations.

A cet effet, les deux parties ont signé hier des accords établissant un partenariat local significatif dans les agences d'Aïn Defla, de Khenchela et d'El Menia. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'accord existant entre les deux institutions, visant à renforcer le tissu économique national et à autonomiser les entrepreneurs à travers le pays.

Selon un communiqué de l'agence, cette initiative fait partie d'une stratégie globale de soutien à l'entrepreneuriat articulée autour de deux axes principaux : l'expansion du réseau de sous-traitance et la transformation numérique et financière. Les accords prévoient notamment l'ouverture de nouvelles opportunités de partenariat via la plateforme « Pôle Petites Entreprises » afin d'intégrer les micro-entreprises aux chaînes de valeur et de faciliter l'accès des entrepreneurs aux services financiers et aux solutions numériques, garan-

tissant ainsi la pérennité et la compétitivité de leurs activités. Les accords visent également à améliorer l'accessibilité des services en s'appuyant sur le vaste réseau des bureaux de poste algérienne pour rapprocher les services et le soutien de la NESDA des entrepreneurs et des porteurs de projets dans différentes provinces. Ceci garantit un accès facilité et un accompagnement direct aux bénéficiaires.

Ces initiatives témoignent d'un engagement en faveur de la construction d'un écosystème entrepreneurial intégré, fondé sur des partenariats efficaces entre institutions publiques, avec pour objectif de générer de la richesse, de créer des emplois et de parvenir à un développement local durable. La NESDA et Algérie Poste renforcent leur soutien à l'entrepreneuriat local grâce à des accords de partenariat stratégique.

La NESDA, sous sa nouvelle structure, adopte une approche économique pour la transformation du paysage entrepreneurial, 27 % des entreprises créées s'inscrivant désormais dans le cadre de la production et de la sous-traitance.

L'agence multiplie ainsi les partenariats stratégiques pour dynamiser l'entrepreneuriat et

renforcer l'intégration locale. La restructuration de l'agence met l'accent sur le financement de projets viables et la substitution aux importations, avec des accords récents signés avec la BASTP, ASICOM, et le secteur des assurances. Outre Algérie Poste, la NESDA s'allie à la Société algéro-saoudienne d'investissement (ASICOM) pour soutenir l'extension de projets de micro-entreprises. Aussi, une convention avec la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat (BASTP) vise à augmenter l'utilisation de produits locaux. La NESDA collabore avec «TALA Assurances» pour proposer des produits d'assurance adaptés, renforçant la pérennité des micro-entreprises.

L'agence, qui a formé 30 000 personnes, a signé des accords avec des institutions éducatives comme l'ENSTA et l'ENST pour créer des centres de développement de l'entrepreneuriat avec le lancement de programmes comme «Al Tawteen» (Localisation) pour relier les opérateurs économiques aux micro-entreprises pour leurs besoins en intrants.

Depuis sa restructuration, la NESDA a financé 3 500 projets, avec un accent particulier sur le tissu industriel, portant la part des projets industriels à 27 % du portefeuille.

COSOB

SESSION DE FORMATION AU PROFIT DES JOURNALISTES

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) organise, depuis lundi à Alger, une session de formation au profit des journalistes portant sur les mécanismes de financement alternatifs via le marché financier, dans le but de renforcer le rôle des médias économiques dans la diffusion d'informations financières fiables. Cette session de formation de deux jours, qui se tient au siège de la Commission, réunit des experts et spécialistes en marché financier, ainsi que des représentants de médias publics et privés, et vise à permettre aux journalistes économiques d'acquérir et de consolider les connaissances et informations nécessaires dans le domaine du marché financier. L'objectif est de développer les capacités d'analyse et de lecture des informations financières des entreprises, ce qui permettra aux journalistes de simplifier les concepts financiers et de les présenter au grand public de manière claire et précise avec objectivité. Les interventions portent sur les mécanismes de financement alternatifs, notamment à travers le marché financier et les fonds d'investissement, le rôle et l'importance de la COSOB, la Bourse des valeurs et les intermédiaires en opérations de bourse, les étapes d'introduction d'une entreprise en bourse, et sur la finance islamique et les différents types de Sukuks.

R.E.

MOUTON DE L'AÏD

UNE CARGAISON DE 6 560 TÊTES AU PORT DE BÉJAÏA

Le port de Béjaïa a accueilli lundi soir un navire en provenance de Roumanie transportant 6 560 moutons, dans le cadre du programme du président Abdelmadjid Tebboune visant à importer un million de moutons en prévision de l'Aïd al-Adha. Selon un communiqué de l'entreprise portuaire, l'accostage du navire au quai n° 11 s'est déroulé dans des conditions optimales. Les ressources logistiques et humaines nécessaires ont été mobilisées pour assurer le déchargement fluide et sécurisé de la cargaison, en coordination avec les autorités compétentes. Les procédures ont notamment respecté scrupuleusement les normes vétérinaires et sanitaires afin de garantir la santé du troupeau et la qualité de toutes les opérations connexes. Cette opération est conforme aux directives du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et du ministre des Transports, Said Sayoud, qui visent à faciliter et à coordonner toutes les opérations logistiques liées au programme national d'importation de bétail, contribuant ainsi à satisfaire les besoins locaux de manière sûre et organisée.

F.A.

ILS DOIVENT LE FAIRE SOUS QUINZE JOURS

Les opérateurs appelés à transmettre leurs factures proforma pour le premier semestre

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations informe tous les opérateurs économiques dont les programmes prévisionnels ont été validés, que ce soit dans le cadre des équipements (équipement) ou au titre de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), pour le premier semestre 2026, qu'ils sont tenus de transmettre leurs factures proforma. Ces fac-

tures doivent impérativement comporter certaines informations obligatoires, notamment la dénomination sociale de l'entreprise en deux langues, arabe et français, ainsi que le numéro de registre du commerce. La tutelle précise que la date limite de dépôt des factures proforma est fixée au 15 avril prochain, et que ces documents doivent être envoyés aux adresses électroniques dédiées suivantes : Pour les programmes prévi-

sionnels validés dans le cadre des équipements (Équipement) : fac.equipement@mcepe.gov.dz Pour les programmes prévisionnels validés dans le cadre de l'AAPI : fac.aapi@mcepe.gov.dz

La même source souligne que les programmes prévisionnels validés dans le cadre du fonctionnement (Fonctionnement) ne sont pas concernés par cette mesure.

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Djellaoui examine l'avancement des travaux de construction

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, intensifie ses inspections sur le terrain pour la ligne minière Est (Annaba-Souk Ahras-Tébessa-Bled El Hadba), exigeant une accélération des travaux pour une livraison avant fin 2026.



FATIHA A.

« Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures stratégiques du secteur, et en préparation de la visite de terrain prévue en début de semaine prochaine, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de travail, hier, au siège du ministère. Cette réunion a porté sur l'examen de l'avancement des travaux de construction de la ligne minière Est Annaba-Tébessa, d'une longueur de 422 km », indique un communiqué du ministère publié sur sa page officielle facebook. Les chantiers, stratégiques pour l'économie, sont réalisés par des entreprises nationales (Cosider, Sapta) et suivis avec rigueur pour respecter les délais. La réunion d'hier a concerné, selon le

ministère, plus particulièrement les tronçons du contournement Tébessa-Tinoukla (43 km), Annaba-Bouchgouf (54 km) et El-Dheria-Oued El-Kebrit (30 km).

« Ont participé à cette réunion de hauts responsables du ministère, le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi des investissements ferroviaires, le maître d'ouvrage délégué et son équipe, ainsi que des chefs de projet, des représentants d'entreprises de construction nationales et des représentants de bureaux d'études et de laboratoires », précise le ministère.

Au cours de cette réunion, plusieurs directives ont été mises en avant afin d'accélérer le rythme des travaux et de garantir le respect des délais contractuels. Il s'agissait notamment de renforcer les chantiers avec toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires, en mettant en place un système de travail (8x3) et en déployant des équipes supplémentaires pour accroître la cadence de travail et améliorer l'efficacité et de renforcer la

coordination entre les consortiums d'entreprises de construction et mobiliser toutes les capacités nationales, en particulier au niveau de la construction des stations, afin de garantir l'intégration et l'efficacité de l'exécution du projet.

Face à l'importance du projet, le ministre effectue des visites fréquentes pour lever les contraintes techniques, notamment dans la région difficile de Tébessa. M. Djellaoui insiste sur la livraison du projet, long de 422 km, avant la fin de l'année 2026, avec des taux d'avancement jugés significatifs sur certains tronçons. Les visites ont concerné des tronçons cruciaux, comme celui entre Dréa et Oued El Kebrit (30 km) dans la wilaya de Souk Ahras, ainsi que la pose de voies et des ouvrages d'art. Le ministre a appelé à une coordination totale avec les autorités locales pour accélérer la cadence des travaux. Le projet vise à relier le gisement de phosphate de Bled El Hadba au port d'Annaba, consolidant ainsi les infrastructures minières à l'Est du pays.

ABDELLAH SERIAI, PRÉSIDENT DU FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-ESPAGNOL:

« le volume des échanges entre l'Algérie et l'Espagne a atteint plus de 10 milliards de dollars »

Le président du Forum d'Affaires Algéro-Espagnol, Abdellah Seriai, a décrypté, hier, les enjeux du rapprochement diplomatique et commercial entre l'Algérie et l'Espagne, affirmant que la visite officielle du ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Alvarez, à Alger le 26 mars dernier, a marqué un tournant majeur.

S'exprimant dans l'émission « L'invité du jour » de la chaîne 3 de la radio algérienne, M Seriai a indiqué que la réactivation du traité d'amitié algéro-espagnol, suspendu depuis mars 2022, souffle un vent nouveau sur les relations économiques entre les deux rives de la Méditerranée.

Rappelant que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a officiellement relancé le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé en octobre 2002, M Seriai y voit « un signal fort, qui intervient après une année 2025 déjà très productive sur le plan commercial », soulignant que « le volume des échanges a atteint plus de 10 milliards de dollars », et précisant que les exportations algériennes vers l'Espagne couvrent un spectre large, dont les hydrocarbures, les produits sidérurgiques, les engrais liquides et solides, et les produits agricoles comme la pomme de terre.

Selon l'invité de la chaîne 3, le Forum d'Affaires

Algéro-Espagnol entend capitaliser sur cette dynamique, annonçant qu'une journée dédiée sera organisée le 14 avril prochain, en marge du salon international de l'agriculture Djazagro, au Palais des Expositions d'Alger.

« Nous attendons une quarantaine de sociétés espagnoles », annonce Seriai, précisant que « la matinée sera consacrée à des conférences sur l'agriculture, l'aquaculture et les industries agroalimentaires, tandis que l'après-midi sera réservée aux rencontres B2B entre opérateurs des deux pays ». « La journée est ouverte à tous les opérateurs économiques, membres ou non du Forum », insiste-t-il, appelant les entrepreneurs algériens à saisir cette opportunité. Au-delà du gaz, Seriai identifie plusieurs secteurs à fort potentiel. L'agroalimentaire figure en tête de liste. « Nous n'avons pas d'industrie pour transformer la tomate, la pomme de terre, la poire. Des produits sont parfois jetés faute d'unités de traitement », déplore-t-il, estimant que « l'Espagne, avec son avance industrielle dans le cadre de l'Union Européenne, peut combler ce manque. L'aquaculture est également citée comme un domaine où ils ont une vraie longueur d'avance ». Côté BTP et ingénierie, le président du Forum rappelle qu'une grande raffinerie à Hassi Messaoud sera réalisée par la société espagnole Técnicas Reunidas, preuve d'une coopération déjà

multisectorielle. Seriai insiste sur la réciprocité de ce partenariat. L'Algérie, qui couvre désormais « 70 à 80 % de ses besoins en médicaments », ambitionne d'exporter ses produits pharmaceutiques vers l'Europe, l'Espagne incluse. Il cite également les écrans télévisés, les engrais et les produits agroalimentaires comme des filières exportatrices à développer.

Toutefois, il formule un appel pressant aux autorités financières, affirmant que « si nos amis du ministère des Finances et de la Banque centrale nous écoutent, il faut permettre aux opérateurs algériens d'avoir des magasins ou des hangars à l'étranger pour exposer leurs produits. C'est là où ça bloque. »

Enfin, un secteur souvent l'attention du convive de la Radio algérienne, en l'occurrence la pièce détachée automobile. « La plupart des pièces détachées véhicules importées en Algérie viennent déjà d'Espagne », révèle Seriai, citant le programme de Stellantis depuis l'Andalousie vers l'Oranie.

Le Forum compte désormais travailler au développement de la sous-traitance entre les deux pays dans ce domaine. « C'est ce secteur qui peut assurer un développement réel du partenariat algéro-espagnol », conclut-il avec conviction.

R.E.

Forum d'affaires «Builders Confluence 2026»

Vers le déploiement de solutions sur le terrain.

La 2e édition du forum d'affaires «Builders Confluence 2026» se tiendra du 4 au 6 avril à Alger avec au programme des rencontres autour de l'innovation dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), selon un communiqué des organisateurs. Placée sous le patronage du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, la manifestation, qui aura lieu à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA), réunira des partenaires institutionnels, dont Algeria Venture, l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA), ainsi que d'autres institutions publiques, précise la même source.

L'événement devra rassembler des acteurs publics et privés, des porteurs de projets, des investisseurs et des start-up, avec pour objectif de favoriser l'intégration de solutions innovantes dans les projets relevant des secteurs du BTPH en Algérie, selon le communiqué.

Les organisateurs indiquent que le forum devrait également permettre la signature de conventions et le déploiement de solutions sur le terrain. Une plateforme numérique liée à l'événement sera mise en place afin de prolonger les échanges entre professionnels au-delà du forum et d'identifier de nouvelles opportunités de collaboration.

Le programme prévoit plusieurs thématiques, notamment les smart cities, la performance énergétique, la digitalisation, l'articulation entre patrimoine et nouvelles technologies, ainsi que les questions liées à l'urbanisme et à l'architecture.

Selon les organisateurs, une vingtaine d'experts algériens et membres de la diaspora, établis notamment au Canada, en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique et en Suisse, prendront part à cette édition.

Le forum sera également marqué par la présentation d'un système d'intelligence artificielle souveraine algérienne baptisé «PACAH», développé par des ingénieurs algériens, selon la même source.

D'après le communiqué, cette solution est conçue pour accompagner la prise de décision humaine, tout en assurant la maîtrise des données et des infrastructures. Sa présentation sera accompagnée d'une démonstration de ses usages envisagés et de ses perspectives de déploiement.

R.E.

RENFORCEMENT DE L'AEP À OULED DJELLAL

Un programme de réhabilitation de 15 forages

Pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable face au stress hydrique, la wilaya de Ouled Djellal lance la réhabilitation de 15 forages répartis sur plusieurs communes, dans le cadre d'un programme stratégique doté de 300 millions de dinars.



La wilaya de Ouled Djellal a lancé un programme majeur visant à renforcer durablement l'alimentation en eau potable, à travers la réhabilitation de 15 forages répartis sur plusieurs communes, a indiqué l'APS. Doté d'une enveloppe de 300 millions de dinars, le projet concerne notamment les communes d'Ouled Djellal, Sidi Khaled, Doucen, Chaïba, Ras El Miad et Besbes, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics pour améliorer les infrastructures hydrauliques face au stress hydrique croissant dans cette région semi-aride.

Selon le directeur local de l'hydraulique, Kamel Henna, les travaux seront lancés dès la finalisation des procédures administratives d'attribution des marchés, permettant aux entreprises chargées de la réalisation de démarrer rapidement. L'objectif principal est de restaurer le rendement des forages, dont la productivité a diminué au fil des années en raison de la baisse des nappes phréatiques, afin d'augmenter les débits et optimiser les volumes d'eau mobilisés pour l'alimentation des populations. Au-delà de l'aspect technique, ce programme revêt une dimension stratégique en assurant un approvisionnement stable en eau potable, notamment lors des périodes de forte demande, tout en améliorant la continuité du service public. Il s'inscrit dans une démarche de développement durable, visant à garantir un accès équitable à l'eau et à préserver les ressources pour les générations futures. Cette initiative traduit la volonté des autorités locales de renforcer la résilience du secteur hydraulique face aux changements climatiques, en assurant que les infrastructures essentielles répondent aux besoins croissants des habitants de la wilaya de Ouled Djellal.

La wilaya de Ouled Djellal a lancé un programme majeur visant à renforcer durablement l'alimentation en eau potable, à travers la réhabilitation de 15 forages répartis sur plusieurs communes, a indiqué l'APS. Doté d'une enveloppe de 300 millions de dinars, le projet concerne notamment les communes d'Ouled Djellal, Sidi Khaled, Doucen, Chaïba, Ras El Miad et Besbes, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics pour améliorer les infrastructures hydrauliques face au stress hydrique croissant dans cette région semi-aride.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE DES CÉRÉALES

Un nouveau centre à Djelfa

La wilaya de Djelfa poursuit le renforcement de ses infrastructures agricoles avec la mise en service d'un nouveau centre de stockage de proximité dans la commune d'Aïn El Ibel, rapporte l'APS citant la Direction des services agricoles (DSA). Cette initiative s'inscrit dans un programme global visant à améliorer les capacités de stockage à travers plusieurs communes de la région. Inauguré récemment par les autorités locales, le centre dispose d'une capacité de 50 000 quintaux. Sa construction, menée sur 16 mois, a mobilisé un investissement de plus de 224 millions de dinars dans le cadre du programme complémentaire de développement. L'infrastructure comprend de grands entrepôts pour la collecte et le stockage des céréales, ainsi qu'un espace administratif pour la gestion quotidienne du site. Situé à proximité de l'agglomération d'Amra, ce centre complète un réseau déjà renforcé par quatre autres installations similaires dans les communes de Hed Shari, Bouiret Lahdab, Lakhmis et Douis, offrant ensemble une capacité supplémentaire de 250 000 quintaux. Parallèlement, les travaux se poursuivent avec la réalisation de trois nouveaux centres de proximité, la mise en projet d'un silo stratégique au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un complexe de stockage à Hassi Bahbah, en phase finale de construction, dont la capacité atteindra 200 000 quintaux.

La wilaya de Djelfa poursuit le renforcement de ses infrastructures agricoles avec la mise en service d'un nouveau centre de stockage de proximité dans la commune d'Aïn El Ibel, rapporte l'APS citant la Direction des services agricoles (DSA). Cette initiative s'inscrit dans un programme global visant à améliorer les capacités de stockage à travers plusieurs communes de la région. Inauguré récemment par les autorités locales, le centre dispose d'une capacité de 50 000 quintaux. Sa construction, menée sur 16 mois, a mobilisé un investissement de plus de 224 millions de dinars dans le cadre du programme complémentaire de développement. L'infrastructure comprend de grands entrepôts pour la collecte et le stockage des céréales, ainsi qu'un espace administratif pour la gestion quotidienne du site. Situé à proximité de l'agglomération d'Amra, ce centre complète un réseau déjà renforcé par quatre autres installations similaires dans les communes de Hed Shari, Bouiret Lahdab, Lakhmis et Douis, offrant ensemble une capacité supplémentaire de 250 000 quintaux. Parallèlement, les travaux se poursuivent avec la réalisation de trois nouveaux centres de proximité, la mise en projet d'un silo stratégique au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un complexe de stockage à Hassi Bahbah, en phase finale de construction, dont la capacité atteindra 200 000 quintaux.

La wilaya de Djelfa poursuit le renforcement de ses infrastructures agricoles avec la mise en service d'un nouveau centre de stockage de proximité dans la commune d'Aïn El Ibel, rapporte l'APS citant la Direction des services agricoles (DSA). Cette initiative s'inscrit dans un programme global visant à améliorer les capacités de stockage à travers plusieurs communes de la région. Inauguré récemment par les autorités locales, le centre dispose d'une capacité de 50 000 quintaux. Sa construction, menée sur 16 mois, a mobilisé un investissement de plus de 224 millions de dinars dans le cadre du programme complémentaire de développement. L'infrastructure comprend de grands entrepôts pour la collecte et le stockage des céréales, ainsi qu'un espace administratif pour la gestion quotidienne du site. Situé à proximité de l'agglomération d'Amra, ce centre complète un réseau déjà renforcé par quatre autres installations similaires dans les communes de Hed Shari, Bouiret Lahdab, Lakhmis et Douis, offrant ensemble une capacité supplémentaire de 250 000 quintaux. Parallèlement, les travaux se poursuivent avec la réalisation de trois nouveaux centres de proximité, la mise en projet d'un silo stratégique au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un complexe de stockage à Hassi Bahbah, en phase finale de construction, dont la capacité atteindra 200 000 quintaux.

CARAVANE MÉDICALE DU CRA Plus de 1.100 consultations réalisées à Djanet

Plus de 1.100 consultations médicales ont été effectuées dans le cadre d'une caravane de solidarité organisée par le Croissant rouge algérien (CRA) dans les zones enclavées de la wilaya de Djanet, ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Lors de cette caravane médicale (25-28 mars), le nombre de consultations menées dans la commune de Bordj El-Haouès et la localité d'Iherir s'est élevé à 757, tandis que dans la commune de Djanet, notamment les localités d'Arikène et de Tinelkoun, il a été dénombré 368 examens, soit un total de 1.125 consultations, est-il précisé dans un communiqué de la wilaya. Pour mener à bien cette initiative de solidarité visant à rapprocher les prestations de santé du citoyen, des équipes médicales pluridisciplinaires ont été mobilisées, et ce au niveau des centres sanitaires et salles de soins des zones sillonnées. Les consultations médicales ont concerné plusieurs spécialités, dont la cardiologie, la dermatologie, l'ORL, l'ophtalmologie, la pneumologie et les maladies respiratoires, la chirurgie orthopédique et articulaire, la pédiatrie, ainsi que la gynécologie-obstétrique. En parallèle, une aide de solidarité a été apportée aux familles, sous forme de distribution d'effets vestimentaires, d'articles de literie, ainsi que de jouets pour enfants, afin de renforcer l'esprit de solidarité et de cohésion sociale, a souligné la source.

La wilaya de Djelfa poursuit le renforcement de ses infrastructures agricoles avec la mise en service d'un nouveau centre de stockage de proximité dans la commune d'Aïn El Ibel, rapporte l'APS citant la Direction des services agricoles (DSA). Cette initiative s'inscrit dans un programme global visant à améliorer les capacités de stockage à travers plusieurs communes de la région. Inauguré récemment par les autorités locales, le centre dispose d'une capacité de 50 000 quintaux. Sa construction, menée sur 16 mois, a mobilisé un investissement de plus de 224 millions de dinars dans le cadre du programme complémentaire de développement. L'infrastructure comprend de grands entrepôts pour la collecte et le stockage des céréales, ainsi qu'un espace administratif pour la gestion quotidienne du site. Situé à proximité de l'agglomération d'Amra, ce centre complète un réseau déjà renforcé par quatre autres installations similaires dans les communes de Hed Shari, Bouiret Lahdab, Lakhmis et Douis, offrant ensemble une capacité supplémentaire de 250 000 quintaux. Parallèlement, les travaux se poursuivent avec la réalisation de trois nouveaux centres de proximité, la mise en projet d'un silo stratégique au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un complexe de stockage à Hassi Bahbah, en phase finale de construction, dont la capacité atteindra 200 000 quintaux.

PESTE DES PETITS RUMINANTS Vaccination de plus d'un million de têtes de bétail à El Bayadh

La wilaya d'El Bayadh a achevé avec succès sa campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR), touchant plus de 1,1 million de têtes de bétail, rapporte l'APS. Cette opération a permis de vacciner 982 000 ovins et 142 000 caprins, couvrant près de 4 200 éleveurs et bergers répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya. Cette initiative vise à prévenir la propagation des maladies animales et des zoonoses, protégeant ainsi une ressource essentielle pour l'économie locale et la sécurité alimentaire. Pour garantir l'efficacité de la campagne, l'inspection vétérinaire a mobilisé 78 vétérinaires du secteur privé, ainsi que tous les moyens matériels nécessaires, avec des quantités suffisantes de vaccins pour couvrir l'ensemble du cheptel concerné. Parallèlement à la vaccination, les équipes vétérinaires ont assuré un suivi et un accompagnement des éleveurs, prodiguant des conseils sur les mesures d'hygiène et de prévention pour limiter la propagation des maladies. L'objectif est de renforcer la résilience sanitaire du cheptel, qui constitue une part majeure de la richesse animale de la wilaya, tout en garantissant la durabilité des élevages. Cette campagne s'inscrit dans la continuité des efforts annuels des autorités locales pour préserver la santé animale, protéger les moyens d'existence des éleveurs et consolider la sécurité alimentaire dans la région.

BÉCHAR Visite médiatique au Centre d'instruction de l'infanterie d'Abadla

Le Centre d'instruction de l'infanterie d'Abadla (CIIA), baptisé au nom du chahid Barkat Boudjemâa et relevant de la 3e Région militaire de Béchar, a organisé dimanche une visite guidée au profit des représentants des médias nationaux. Cette initiative a offert aux journalistes, et à travers eux à l'opinion publique, l'opportunité de mieux connaître les missions dévolues à cette structure spécialisée dans la formation militaire. Elle a également permis de mettre en lumière le rôle central du centre dans la préparation des futurs éléments de l'infanterie de l'Armée nationale populaire (ANP). Au cours de cette visite, des explications détaillées ont été fournies concernant les conditions d'accès aux différentes formations, les critères d'admission, ainsi que les parcours proposés aux jeunes souhaitant intégrer les rangs de l'ANP. Les responsables ont également présenté les perspectives de carrière offertes à l'issue d'une formation complète dans les diverses spécialités liées à l'infanterie. Les visiteurs ont eu l'occasion de parcourir les différentes infrastructures pédagogiques et logistiques du centre, tout en découvrant les équipements modernes et les méthodes d'enseignement utilisées pour assurer une formation de qualité. L'accent a été mis sur l'adaptation des programmes aux exigences opérationnelles et aux évolutions des techniques militaires. Les formations dispensées au sein du CIIA sont assurées par un encadrement militaire hautement qualifié, doté d'une solide expérience dans le domaine de l'infanterie. Elles visent à former des éléments opérationnels, capables de rejoindre efficacement les unités de l'ANP et de remplir leurs missions dans les meilleures conditions. Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan sectoriel de communication 2025-2026 du commandement des forces terrestres de l'ANP. Elle a pour objectif de renforcer la coopération avec les médias nationaux et de consolider les liens entre l'armée et la nation, conformément aux orientations du haut commandement.

Capsules de café

Comment recycler, réutiliser et transformer le marc en engrais

Pratiques et rapides les capsules de café se sont imposées dans le quotidien de millions de consommateurs. Mais derrière cette simplicité d'usage se cache un enjeu environnemental majeur : celui des déchets générés et de leur recyclage encore insuffisant.



PAR AMEL B

Les capsules de café sont devenues un incontournable pour les amateurs de café, offrant rapidité et praticité dans notre routine quotidienne. Chaque matin, des millions de personnes préparent leur boisson en quelques secondes, mais une fois utilisées, ces petites capsules génèrent une quantité importante de déchets. Pourtant, elles ne sont pas forcément inutiles après usage et peuvent être recyclées, réutilisées ou transformées en ressources utiles pour la maison et le jardin. Les capsules en aluminium ou en plastique sont théoriquement recyclables, mais leur petite taille et le mélange de matériaux compliquent le tri. L'aluminium peut être refondu et réutilisé pour fabriquer de nouveaux objets, tandis que le plastique, lorsqu'il est correctement trié, peut intégrer des filières spécialisées. Cependant, même si l'aluminium peut être recyclé à l'infini, il faut séparer le métal du marc de café et d'autres composants, ce qui nécessite des procédés spécifiques que peu de centres de recyclage maîtrisent. Le marc de café, souvent négligé, représente un excellent engrais naturel. Riche en azote, phosphore et potassium, il contient également des minéraux comme le magnésium et le calcium, ainsi que des com-

posés organiques bénéfiques pour la vie microbienne du sol. Il peut être utilisé directement autour des plantes, mélangé au sol, intégré au compost domestique ou infusé dans l'eau pour créer un engrais liquide. Ces usages stimulent la croissance des plantes, améliorent la structure du sol, favorisent la rétention d'eau et renforcent la biodiversité microbienne, essentielle à un sol fertile. Le marc est particulièrement adapté aux plantes aimant les sols légèrement acides, comme les tomates, les hortensias, les myrtilles ou les rosiers. Il peut aussi servir de paillage ou même dissuader certains nuisibles comme les limaces, tout en réduisant les déchets envoyés en décharge ou incinération. Pour ceux qui souhaitent aller plus loin, il existe également des capsules réutilisables, que l'on peut remplir plusieurs fois, ou des capsules biodégradables, fabriquées à partir de fibres végétales, qui se décomposent naturellement et limitent l'impact environnemental. Le café en vrac ou en grains reste l'alternative la plus écologique, éliminant complètement les déchets liés aux capsules. Malgré ces solutions, le recyclage des capsules reste encore limité. Une grande partie finit en décharge ou incinérée, où elle peut mettre entre 150 et 500 ans à se dégrader. À l'échelle mondiale, plus de 40 milliards de

capsules sont consommées chaque année, et la majorité échappe aux filières de recyclage en raison de la diversité des matériaux, de la taille réduite et du manque d'infrastructures adaptées. Le problème ne réside pas seulement dans le volume de déchets, mais aussi dans la fabrication des capsules. Aluminium ou plastique, leur production nécessite des procédés énergivores et polluants, et leur recyclage reste complexe. Même si le geste individuel de tri est important, il ne suffit pas : le recyclage efficace dépend également d'infrastructures spécialisées, d'une information claire des consommateurs et d'innovations dans les matériaux.

Face à cette réalité, le marc de café apparaît comme une solution simple, économique et écologique. En adoptant des pratiques responsables – récupération du marc pour le compost, utilisation comme engrais, choix de capsules réutilisables ou biodégradables – chacun peut réduire son empreinte écologique tout en continuant à savourer un café quotidien. Ces gestes permettent non seulement de donner une seconde vie aux capsules, mais également de nourrir les plantes, d'améliorer la qualité du sol et de participer à une démarche globale de consommation responsable et durable.

A.B

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

« Brain fry », ou quand l'IA submerge le cerveau humain

De nombreux utilisateurs intensifs de l'intelligence artificielle font état d'une saturation cognitive croissante face à la gestion de multiples agents automatisés. Les consultants du cabinet Boston Consulting Group ont donné un nom au phénomène, le « AI brain fry », le cerveau cuit par l'IA, ou « la fatigue mentale liée à l'utilisation ou la supervision excessive d'outils d'intelligence artificielle, au-delà de nos capacités cognitives ».

Après la révolution ChatGPT, en 2022, est arrivée cette année celle des agents IA, qui peuvent effectuer une multitude de tâches sur demande de l'utilisateur, devenu d'un seul coup chef d'orchestre autant que producteur. « Les gens qui font des burn-out ne font pas qu'utiliser l'IA.

Des entreprises se sont spécialisées dans la détection de textes ou images réalisés par des intelligences artificielles. Elles suggèrent même, moyennant finances, d'« humaniser » le texte étudié. Mais une enquête de l'AFP révèle les arnaques qui se cachent derrière ces faux détecteurs de tromperie, qui aboutissent au contraire à discréditer des contenus authentiques. Ils créent 100 agents qu'ils doivent gérer en continu », a récemment écrit sur X Tim Norton, du cabinet de conseil en intégration d'intelligence artificielle novurelabs. Beaucoup, dont le Boston Consulting Group, se refusent néanmoins à utiliser le terme burn-out, qui correspond souvent à un état de détresse associé à une perte de motivation. Leur étude auprès de 1 488 professionnels aux États-Unis a ainsi montré une baisse du taux de burn-out quand l'IA prend en charge des tâches répétitives. « C'est un nouveau type de charge mentale », suggère Ben Wigler, cofondateur de la start-up LoveMind AI, qui travaille sur les interactions entre humains et IA. « Avec ces modèles, il faut faire du baby-sitting. » Pour l'instant, le « brain fry » se manifeste surtout chez les développeurs informatiques, la programmation étant l'application la plus évidente pour l'IA et ses agents. « L'ironie cruelle est que le code généré par IA nécessite un examen plus précautionneux que celui écrit par des humains », a décrit l'ingénieur informatique Siddhant Khare sur son blog. Selon l'étude du Boston Consulting Group, les salariés victimes de « brain fry » font 39 % d'erreurs majeures supplémentaires. « S'en remettre à des centaines de lignes de code écrites par de l'IA, c'est vraiment flippant, parce qu'il y a un risque de failles de sécurité ou simplement de ne pas comprendre tout le programme », abonde Adam Mackintosh, également programmeur dans une entreprise canadienne. Adam Mackintosh dit aussi céder parfois à la tentation d'aller toujours plus loin, à en perdre la notion du temps. « Beaucoup de créateurs d'entreprises travaillent tard le soir », et « quand vous avez de la productivité à cette échelle, cela incite à rester encore plus tard », dit l'entrepreneur, qui parle de journées finies à 2 ou 3 heures du matin. Adam Mackintosh se souvient avoir passé 15 heures d'affilée à la mise au point d'une application, avec 25 000 lignes de code à l'arrivée. « À la fin, je ne pouvais plus coder », raconte-t-il. « J'étais irritable et je ne voulais pas répondre aux questions qu'on me posait sur ma journée. » Dans son étude publiée début mars dans la Harvard Business Review, le Boston Consulting Group recommande à l'encadrement d'une entreprise de fixer des limites claires à l'utilisation et à la supervision pour un employé donné.

Une étude alerte

Dégradation marquée de la qualité de l'air en Amérique du Nord

Une étude menée par l'Université de Waterloo met en garde contre une détérioration significative de la qualité de l'air en Amérique du Nord d'ici la fin du siècle si aucune action n'est entreprise contre le changement climatique. Selon ces travaux, qui se concentrent sur les États-Unis, près d'un Américain sur trois pourrait être exposé, d'ici 2100, à un air estival jugé malsain pour les groupes sensibles, soit une augmentation considérable par rapport au début du siècle. Dans le scénario le plus pessimiste, les populations vulnérables — notamment les enfants et les personnes âgées — pourraient être contraintes de rester à l'intérieur un jour sur deux en moyenne durant l'été. La professeure Rebecca Saari souligne que ces résultats montrent les limites des mesures actuelles. « Il ne s'agit plus d'un problème ponctuel, mais

d'un enjeu chronique », avertit-elle, insistant sur la nécessité d'adopter des solutions durables. Au-delà de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'étude recommande d'améliorer la filtration de l'air intérieur et l'étanchéité des bâtiments afin de limiter l'exposition aux polluants. Les chercheurs ont modélisé l'évolution des alertes à la qualité de l'air durant la saison du smog (de mai à septembre) selon plusieurs scénarios climatiques. Ils se sont notamment intéressés à deux polluants majeurs : l'ozone et les particules fines (PM_{2,5}). Dans le pire des cas, un réchauffement climatique non maîtrisé pourrait entraîner en moyenne 28 jours supplémentaires d'alertes par an pour les groupes sensibles d'ici 2100. Cette hausse pourrait être réduite d'environ 30 % si le réchauffement est limité entre 2 et 2,5 °C. Les régions

les plus touchées seraient la Californie et l'est des États-Unis, où les alertes pourraient augmenter de près de deux mois par an. Limiter le réchauffement à 2 °C permettrait toutefois de réduire cette durée d'environ un mois. L'étude souligne également que les personnes âgées de 65 ans et plus sont les plus vulnérables face aux effets sanitaires de la pollution de l'air, même si elles bénéficient davantage du respect des consignes sanitaires. Cependant, même une application stricte des recommandations — comme rester à l'intérieur lors des alertes — ne suffirait pas à compenser les impacts économiques croissants liés à la pollution, notamment en matière de santé et de perte de revenus. Dans le scénario le plus pessimiste, ces mesures ne permettraient d'atténuer qu'environ 15 % des coûts, contre près de 40 % si le réchauffement est contenu à 2 °C.

NIGER**33 CIVILS TUÉS
ET 5 AUTRES
BLESSÉS DANS LE
DÉPARTEMENT DE
KONNI**

Les autorités nigériennes ont annoncé qu'au moins trente-trois (33) civils ont été tués et cinq (5) autres blessés dans des attaques menées par des hommes armés contre des villages du département de Konni (sud-ouest) au cours du week-end dernier. « Nous avons 33 martyrs et cinq blessés. Ce sont des bras valides qui ont été ciblés », a déclaré le gouverneur de la région de Tahoua, colonel-major Souleymane Moussa Amadou, dans un entretien accordé à la télévision publique après une visite effectuée lundi dans les trois villages touchés. Il a ajouté que les assaillants ont aussi emporté « plus de 500 têtes de bétail », avant de se replier « dans un pays voisin où se trouve leur base-arrière ». Aucune revendication n'a été enregistrée par rapport à cette attaque, mardi à 09 h GMT. Le département de Konni fait frontière avec des États du nord-ouest du Nigéria, notamment l'État de Sokoto. Il est confronté depuis quelques mois à des attaques armées attribuées au groupe terroriste « LAKURAWA », affilié à Daech et basé dans les localités frontalières du Nigéria. Au début du mois de mars courant, un douanier et trois civils ont été tués dans l'attaque d'un poste douanier nigérien par des hommes armés soupçonnés d'appartenir au même groupe.

HAÏTI**AU MOINS 70 MORTS
ET 30 BLESSÉS DANS
UN « MASSACRE » DE
GANGS**

Au moins 70 personnes ont été tuées et plus de 30 autres blessées lors d'un « massacre » perpétré par des gangs dans la région de l'Artibonite, en Haïti, ont indiqué deux organisations de défense des droits humains. Près de 6 000 habitants ont par ailleurs fui les attaques visant les localités de Jean Denis et Pont Sondé. Garry Doriscat, responsable de la communication de l'organisation Defenders Plus, a qualifié ces attaques de « violations flagrantes du droit à la vie et à la sécurité », accusant le gouvernement haïtien d'une « passivité révoltante » équivalant, selon lui, à une « complicité manifeste ». Plus de 50 habitations ont été réduites en cendres, a-t-il ajouté dans une déclaration conjointe avec le Kolektif pou Sove Latibonit (KSL), précisant que les familles déplacées ont fui vers les villes voisines dans une « détresse inhumaine ». La Police nationale d'Haïti a indiqué que des agents, appuyés par des membres de la force de lutte contre les gangs déployée par le Kenya, sont intervenus dimanche matin après une attaque du gang « Gran Grif » contre Jean Denis. Le groupe armé aurait creusé des tranchées et bloqué les routes afin de ralentir l'intervention policière, gagnant ainsi du temps pour tuer et incendier avant de prendre la fuite. La police fait état de 16 morts et 10 blessés dans son bilan officiel, un chiffre bien inférieur à celui avancé par les organisations de défense des droits humains. Les forces de sécurité affirment avoir depuis rétabli l'ordre et poursuivent leurs opérations pour traquer les membres restants du gang dans les zones environnantes.

Zone euro**L'inflation grimpe à 2,5 % en mars, portée
par la flambée des prix de l'énergie**

La hausse des prix atteint son niveau le plus élevé depuis janvier 2025, portée par la flambée des prix de l'énergie dans un contexte de tensions géopolitiques au Moyen-Orient.



L'inflation annuelle dans la zone euro a atteint 2,5 % en mars, contre 1,9 % en février, sous l'effet de la forte hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient, selon une première estimation publiée mardi par la direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire, Eurostat. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis janvier 2025 dans les 21 pays partageant la monnaie unique. Cette progression reste toutefois légèrement inférieure aux anticipations des économistes, qui tablaient sur une inflation de 2,6 % selon Bloomberg et de 2,7 % selon FactSet. Selon Eurostat, les prix de l'énergie ont bondi de 4,9 % sur un an en mars, alors qu'ils avaient reculé de 3,1 % en février, illustrant l'impact direct de la flambée des cours du pétrole et du gaz depuis le début du

conflit régional il y a un mois.

En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie et l'alimentation, a légèrement ralenti à 2,3 %, contre 2,4 % en février, suggérant que la hausse des coûts énergétiques ne s'est pas encore diffusée à l'ensemble de l'économie. La hausse des prix des services a ralenti à 3,2 %, celle des biens industriels à 0,5 %, tandis que celle de l'alimentation a reculé à 2,4 %. Le commissaire européen à l'Économie, Valdis Dombrovskis, a estimé vendredi que l'impact du conflit au Moyen-Orient pourrait retrancher entre 0,4 et 0,6 point de croissance à l'économie de l'Union européenne cette année, selon la durée des tensions. La Commission européenne maintient toutefois à ce stade sa prévision officielle de 1,4 % de croissance pour l'UE en 2026. Dans ce contexte, les marchés surveillent de près la Banque centrale européenne (BCE), alors que la remontée de l'in-

flation alimente les interrogations sur une éventuelle hausse des taux directeurs.

La présidente de la BCE, a affirmé mercredi dernier que l'institution disposait d'un « éventail gradué d'options » pour répondre au choc énergétique, tout en soulignant qu'aucune décision ne serait prise avant de disposer d'une meilleure visibilité sur « l'ampleur, la persistance et la propagation du choc » dans l'économie. La guerre menée par les États-Unis et l'entité sioniste contre l'Iran, ainsi que les tensions dans le détroit d'Ormuz, ont perturbé les flux énergétiques régionaux, contribuant à des pénuries et à une hausse des prix à l'échelle mondiale.

Environ 20 millions de barils de pétrole transitent chaque jour par ce détroit, et sa fermeture de facto a entraîné une hausse des prix du pétrole ainsi que des coûts du transport maritime et des assurances, alimentant les inquiétudes économiques mondiales.

**Sud-Ouest de la Somalie
DÉMISSION DU
PRÉSIDENT DE L'ÉTAT**

Le président de l'État du Sud-Ouest de la Somalie a annoncé sa démission lundi, quelques heures après que les forces fédérales ont pris le contrôle total de la capitale administrative, Baidoa, marquant ainsi le début d'une transition menée par le gouvernement fédéral. « Je soussigné, Abdiiaziz Hassan Mohamed Laftagareen, annonce ma démission du poste de président de l'État du Sud-Ouest, à compter de ce jour, 30 mars 2026 », a déclaré Laftagareen sur le réseau social américain Facebook. Il occupait ces fonctions depuis plus de sept ans. L'État a entamé sa transition avec la nomination par dé-

cret officiel de son ministre des Finances, Ahmed Mohamed Hussein, en tant que président par intérim.

Cette annonce est intervenue alors que les forces fédérales sont entrées dans Baidoa plus tôt dans la journée de lundi, prenant le contrôle total de la ville et marquant le début d'une transition politique. Le gouvernement central de Mogadiscio a salué la transition au sein de l'État du Sud-Ouest, appelant au calme et à l'unité.

« Les habitants de l'État du Sud-Ouest se sont assurés du contrôle total de Baidoa, témoignant d'une volonté de responsabilisation. Le gouvernement fédéral de Somalie reste attaché à la stabilité, à la protection des vies et des biens, et veillera à ce qu'il n'y ait ni persécution ni représailles », a déclaré le ministre somalien de l'Information, Daud Aweis, dans un communiqué. Mogadiscio a également insisté sur le fait qu'aucun acte de vengeance ne serait toléré, soulignant son engagement à protéger les vies et les biens durant cette « sensible » transition politique.

Centrafrique**Le président promet « paix et sécurité »**

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de décembre, a été investi lundi à Bangui pour un troisième mandat, avec pour priorité la paix, la sécurité et l'unité nationale.

Dans cet État enclavé frontalier notamment du Soudan et de la République démocratique du Congo (RDC), la situation sécuritaire s'est quelque peu apaisée après la guerre civile des années 2010, même si cet acquis reste « fragile », de l'aveu même du président réélu, qui a fait de la stabilisation du pays son principal défi. Chef de l'État depuis 2016, Touadéra '68 ans' a été réélu avec 77,90% des voix à la tête de la Centrafrique. La cérémonie d'investiture a eu lieu devant quelque 20.000 spectateurs dans un stade de Bangui, en présence du président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, qui occupe actuellement la présidence tournante de l'Union Africaine (UA), et des présidents du Congo, du Gabon et des Comores.

Jeux Méditerranéen de Taranto- 2026

Le COA prépare le rendez-vous

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) a intensifié ses préparatifs en vue des Jeux méditerranéens de 2026, prévus à Tarante (Italie) du 21 août au 3 septembre, à travers sa participation à la réunion des chefs de mission, a indiqué l'instance dans un communiqué. Dans ce cadre, le COA a dépêché, Zoubida Bouyacoub, pour le représenter à cette rencontre, qui s'est tenue les 28 et 29 mars en Italie. Organisée par le Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM) et le Comité d'organisation de l'événement, cette réunion a regroupé 26 chefs de mission représentant autant de Comités olympiques nationaux issus des deux rives de la Méditerranée. Elle vise à apporter les derniers ajustements organisationnels avant le lancement officiel de cette manifestation sportive régionale majeure. En marge des travaux, Bouyacoub a effectué des visites de terrain, notamment au niveau des sites de compétition ainsi qu'au village des athlètes, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des infrastructures. Concernant l'hébergement, les organisateurs de Jeux méditerranéens de 2026 proposeront une formule inédite : les délégations seront logées à bord de deux navires de croisière de grande capacité, amarrés à la base navale de Tarente. Pour rappel, la dernière édition des JM s'était déroulée en 2022 à Oran en Algérie.

USM El Harrach

Aït Mouloud, directeur sportif

L'USM El Harrach, sociétaire du Groupe Centre-ouest de la Ligue 2 amateur de football, a annoncé lundi la nomination de Mourad Aït Mouloud en tant que nouveau Directeur sportif du club, avec pour mission de contribuer à l'accession de la formation banlieusarde en Ligue 1 Mobilis. «Aït Mouloud prend ses fonctions,

avec pour mission de renforcer le staff déjà en place, et l'aider à atteindre les objectifs escomptés», a indiqué la Direction harrachie dans un bref communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux. «Nous souhaitons beaucoup de réussite à Aït Mouloud dans ses nouvelles fonctions, en priant les fidèles supporters de l'USMH de

rester toujours derrière leur équipe dans cette dernière ligne droite du parcours», a-t-on ajouté de même source. Mourad Aït Mouloud est un acteur connu et reconnu dans le football algérien. Son nom est souvent associé à l'USMH, où il a déjà occupé plusieurs postes de direction sportive, notamment celui de manager général.

Coupe de la Confédération

L'USMA et le CRB connaissent leur calendrier

Les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) : l'USM Alger et le CR Belouizdad, sont désormais fixés sur le calendrier des demi-finales, dévoilé par l'instance continentale, lundi dans un communiqué. Le CR Belouizdad accueillera le Zamalek SC lors du match aller le vendredi 10 avril à 20h00 (heure algérienne), avant la rencontre retour prévue au Caire le vendredi 17 avril à 17h00. De son côté, l'USM Alger recevra l'Olympique de Safi le samedi 11 avril

à 17h00, tandis que le match retour se disputera en déplacement, le dimanche 19 avril à 20h00. «Pour cette édition, un montant record de 48 millions de dollars a été accordé aux deux compétitions. Le vainqueur de la Ligue des Champions percevra un premier historique de 6 millions de dollars, tandis que le champion de la Coupe de la Confédération recevra 4 millions de dollars», précise la même source. Le programme complet : Matches aller :

Le programme
Vendredi 10 avril 2026 :
CR Belouizdad (Alg) - Zamalek SC (Egy) 20h00
Samedi 11 avril 2026 :
USM Alger (Alg) - Olympique de Safi (Mar) 17h00
Matches retour :
Vendredi 17 avril 2026 :
Zamalek SC (Egy) - CR Belouizdad (Alg) 17h00
Dimanche 19 avril 2026 :
Olympique Club de Safi (Mars) - USM Alger (Alg) 20h00.

BOXE FÉMININE

Un nouveau cycle pour Khelif , qui passe pro

Sur le plan des résultats, Imane Khelif n'a plus rien à prouver. En août 2024, elle est entrée dans l'histoire en décrochant la médaille d'or olympique dans la catégorie des -66 kg aux Jeux de Paris, devenant la première boxeuse algérienne sacrée aux JO. Un sacre qui est venu couronner plusieurs années de travail acharné, déjà ponctuées par une médaille d'argent mondiale en 2022 et une présence régulière sur la scène internationale depuis 2018. Autant de performances qui ont fait d'elle une référence incontournable de la boxe féminine africaine et arabe. Pourtant, cette trajectoire exemplaire n'a pas été exempte d'épreuves. L'été 2024 a été marqué par une polémique d'ampleur internationale, centrée sur des soupçons infondés liés à sa féminité, qui ont éclipsé, un temps, ses exploits sportifs. Une controverse lourde, vécue en marge du ring, mais qui a mis la boxeuse sous une pression médiatique et psychologique considérable.

Une polémique qui a dépassé le cadre sportif

Les origines de cette affaire remontent aux Championnats du monde 2023, lorsque Imane Khelif a été écartée de la compétition par l'ancienne Fédération internationale de boxe (IBA), après des tests dits d'admissibilité reposant sur des critères biologiques. Cette décision a immédiatement suscité de nombreuses interprétations et accusations autour d'une prétendue «masculinité », alimentant un débat mondial souvent déconnecté de la réalité sportive. La position de l'IBA, depuis désavouée et suspendue par le Comité international olympique, a ouvert la porte à des attaques publiques et à des remises en cause injustifiées de l'identité de la boxeuse. Sur les réseaux sociaux comme dans certains médias, Imane Khelif a été la cible de propos violents et stigmatisants, remettant en question sa légitimité à concourir, sur la base de considéra-

A 26 ans, Imane Khelif s'apprête à écrire une nouvelle page déterminante de sa carrière. La championne olympique algérienne fera officiellement ses débuts chez les professionnelles le 23 avril prochain, à Paris, en affrontant l'Allemande Julia Igel à la salle Wagram. Un rendez-vous très attendu, annoncé par son promoteur, l'ancien champion Brahim Asloum, qui marque bien plus qu'un simple changement de statut : il symbolise une renaissance sportive et personnelle après un parcours aussi glorieux que tourmenté.

tions biologiques mal comprises et largement instrumentalisées. Face à cette tempête, le CIO a tranché sans ambiguïté lors des Jeux de Paris : Imane Khelif, née femme et évoluant en tant que femme, respectait pleinement l'ensemble des règles médicales et sportives en vigueur. Sa participation et son sacre olympique ont ainsi constitué une réponse forte à ses détracteurs. **Un nouveau départ chez les professionnelles**

Aujourd'hui, alors qu'elle s'apprête à retrouver le ring dans un cadre professionnel, ces épisodes font partie intégrante de son histoire, non comme une fragilité, mais comme la preuve de sa résilience. Pour son premier combat, elle affrontera une adversaire déjà aguerrie, Julia Igel, au palmarès solide chez les professionnelles. Le duel, disputé en six rounds de deux minutes dans la catégorie des welters (-67 kg), s'annonce exigeant et révélateur. Installée à Paris depuis octobre, Imane Khelif prépare minutieusement cette échéance sous la direction de John Dovi, ancien sélectionneur de l'équipe de France. Son programme est axé sur l'intensité et la répétition des oppositions afin de retrouver le rythme du combat. Elle s'est notamment entraînée à l'INSEP avec des boxeuses de haut niveau et disputera, avant ses débuts officiels, un combat test face à Davina Michel, elle aussi présente aux Jeux de Paris 2024. Ce premier rendez-vous professionnel représente

une étape clé pour la championne algérienne, appelée désormais à confirmer, dans un autre univers, le talent et la force mentale qui l'ont menée au sommet olympique. Pour Imane Khelif, le 23 avril ne sera pas seulement un combat : ce sera le point de départ d'une nouvelle ambition. **H.M.**



Open de Dakar 2026 de JUDO (seniors)

L'Algérie décroche 27 médailles, dont 8 en or

La sélection algérienne de judo seniors (messieurs et dames) a été sacrée à l'Open international de Dakar 2026, en remportant 27 médailles (8 or, 7 argent et 12 en bronze), lors du tournoi disputé dimanche dans la capitale sénégalaise. Chez les messieurs, les médailles d'or sont l'œuvre de Mounir Benyahia (-60 kg), Kaïs Moudetere (-66 kg), Dris Mes-saoud (-73 kg), Abdeslam Belbelhout (-81 kg), Oussama Kabri (-90 kg), Rayane Zakaria Benatia (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg), alors que Rahma Ghalima (-48 kg) a été sacrée chez les dames. De leur côté, les judokas Younès Benlaribi (-60 kg), Ayoub Benlaribi (-73 kg), Sid Ali Benaboura (-90 kg), ainsi que Ly-cia Guebli (-52 kg), Khadija Bekheira (-57 kg), Lydia Kechout (-78 kg) et Dyhia Benchalal (+78 kg), ont décroché la médaille d'argent. Douze médailles en bronze ont également été remportées par les judokas algériens grâce à Mouloud Soudani (-60 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Ahmed Rebahi (-81 kg), Mohamed Dif (-90 kg), Lokmane Daroul (-90 kg), Abdelkader Lakhal (-100 kg) et Samir Moulla (+100 kg) chez les messieurs, ainsi que les judokates Houaria Kaddour (-48 kg), Nourhane Ghazali (-57 kg), Dounia Berrahouel (-57 kg), Yasmine Djel-lab (-63 kg) et Amina Douniazed Rezzoug (-70 kg), chez les dames. La sélection algérienne a pris part à l'édition 2026 de l'Open de Dakar avec un effectif composé de 31 athlètes (20 mes-sieurs et 11 dames), soit le pays le mieux représenté, devant le Sénégal (26), l'Angola (14) et le Niger (13), au moment où certaines nations comme la Roumanie, l'Afrique du Sud, le Mali et le Bénin n'ont engagé qu'un seul athlète. 167 judokas (106 messieurs et 61 dames), représentant 29 pays de quatre continents, ont participé à ce tournoi.

ESPAGNE

De la Fuente encense Yamal

Le sélectionneur espagnol Luis de la Fuente n'a pas tari d'éloges à l'égard de la jeune star Yamal, soulignant la progression fulgurante du jeune joueur du FC Barcelone et son influence grandissante au sein de l'équipe nationale, tout en insistant sur le fait que le meilleur reste à venir.

«C'est un bien meilleur footballeur qu'il y a deux ans, mais il n'est pas encore aussi bon qu'il le sera dans deux ans», a déclaré De la Fuente aux journalistes. «Il mûrit beaucoup, sa contribution s'accroît de jour en jour, il possède ce charisme très attractif pour ses coéquipiers, dans le sens où il capte l'attention de tout le monde, et chaque jour, il a plus de poids dans l'équipe malgré son jeune âge. Je pense qu'il a encore un long chemin à parcourir et que le meilleur de lui-même reste à venir. Sa condition physique ? Il est fantastique, très rapide, endurant... Il traverse l'un des meilleurs moments de la saison et de sa courte carrière.»

Yamal étant très sollicité tant au FC Barcelone qu'en équipe nationale, des questions ont été soulevées quant à sa charge de travail et au risque de blessure. Cependant, De la Fuente s'est empressé de rejeter les suggestions selon lesquelles il devrait privilégier les intérêts du club par rapport aux besoins de l'équipe nationale, d'autant plus que la Coupe du monde 2026 se profile à l'horizon.



ALLEMAGNE

Undav porte la Mannschaft face au Ghana

Dominatrice mais maladroite, l'Allemagne de Julian Nagelsmann a dû se contenter d'une courte victoire contre le Ghana (2-1) grâce à un but de Deniz Undav en fin de match, lundi soir à Stuttgart, à moins de trois mois du Mondial.

Trois jours après un match décau à Bâle remporté contre la Suisse (4-3), entre partition parfaite de Florian Wirtz (deux buts et deux passes décisives) et grosses lacunes défensives, les coéquipiers de Joshua Kimmich ont dû attendre les cinq dernières minutes pour faire la différence face au Ghana lundi. Entré en jeu en début de seconde période, l'attaquant du VfB Stuttgart, réclamé par le public souabe a redonné l'avantage à l'Allemagne à la 88e minute, à la limite du hors-jeu sur une remise de la tête de Leroy Sané, également entré en cours de match. Avant cela, les Allemands s'étaient créés les meilleures occasions, à commencer par Nick Woltemade dès la 4e minute, qui n'a pas cadré son tir après un bel enchaînement sur le côté droit entre Wirtz et Kai Havertz. Havertz, de retour avec Arsenal depuis début mars après une longue absence sur blessure, a transformé juste avant la pause (45e+3) un penalty obtenu par Wirtz et accordé après le recours à la VAR, sur une main de Jonas Adjetey.

Liste le 12 mai

En début de seconde période, sur une combinaison entre Lennart Karl, entré en jeu à la pause, et Pascal Gross, Woltemade a trouvé la barre transversale de Benjamin Asare, manquant de doubler la mise et de mettre l'Allemagne à l'abri. A force de manquer le

break, les Allemands se sont mis en danger, et sur un débordement sur le côté gauche, Derrick Luckassen a pris le meilleur sur Joshua Vagnoman, et servi Abdul Fatawu en retrait. L'attaquant de Leicester a parfaitement croisé son tir pour tromper Nübel et égaliser à la 70e.

Comme à Bâle vendredi, les hommes de Julian Nagelsmann ont montré lundi de l'envie pour aller arracher la victoire en fin de match contre le Ghana, pourtant corrigé trois jours plus tôt à Vienne par l'Autriche (5-1). Le sélectionneur allemand annoncera le 12 mai sa liste de 23 à 26 joueurs retenus pour disputer la Coupe du monde. L'Allemagne disputera un match de préparation sur son sol, à Mayence contre la Finlande le dimanche 31 mai (au lendemain de la finale de la Ligue des champions), avant de s'envoler le 2 juin pour les États-Unis. Le 6 juin à Chicago (Illinois), la Mannschaft affrontera les États-Unis pour sa dernière rencontre avant le Mondial. Les Allemands prendront ensuite leurs quartiers dans leur camp de base à Winston-Salem (Caroline du Nord) et débiteront la Coupe du monde le 14 juin contre Curaçao à Houston (Texas).



ARGENTINE

Le président de la Fédération accusé d'évasion fiscale

Le président de la Fédération argentine de football (AFA), Claudio Tapia, a été mis en examen pour évasion fiscale, selon une décision rendue publique lundi. D'autres dirigeants de la fédération des champions du monde en titre sont également visés par cette décision judiciaire. Leur mise en examen fait suite à une plainte déposée au pénal par le fisc argentin, qui accuse l'AFA et ses dirigeants d'avoir omis de payer des impôts et des cotisations sociales pour un préjudice global estimé à 19 milliards de pesos (11,8 millions d'euros environ).

Un conflit ouvert avec le président de l'Argentine Javier Milei

Outre Claudio Tapia, quatre autres dirigeants de l'AFA sont mis en examen, de même que la fédération argentine, poursuivie en tant que personne morale. Les cinq dirigeants avaient comparu le 12 mars dernier devant le juge chargé de l'affaire. L'AFA réfute les faits qui leur sont reprochés et affirme que la procédure est une manœuvre menée par le président argentin Javier Milei pour faire pression sur le football argentin. L'ultralibéral dirigeant argentin veut que les clubs de football argentins, actuellement constitués en associations à but non lucratif, se transforment en sociétés anonymes sportives. Cette réforme se heurte au rejet des clubs et n'est pas compatible avec les statuts de l'AFA. Pour marquer leur opposition au projet gouvernemental, les clubs ont fait grève lors de la 9e journée du championnat de première division, initialement prévue au début du mois.

USA

Le clin d'œil de Pochettino pour Tottenham

Pochettino reste très apprécié pour son passage à Tottenham, où il a mené le club en finale de la Ligue des champions en 2019 contre le Real Madrid. Au cours de son mandat, il a contribué à lancer la carrière de plusieurs légendes des Spurs, notamment Harry Kane, Son Heung-Min et Dele Alli.

A 54 ans, il admet que son attachement émotionnel au club reste intact.

«Compte tenu de mon lien avec Tottenham, il m'est impossible de ne rien ressentir pour Tottenham, pour le club, pour les personnes qui y travaillent et pour les supporters. Ce fut l'une des

meilleures expériences de ma vie», a-t-il déclaré. Cependant, alors que le poste est désormais vacant, Pochettino insiste sur le fait que sa priorité reste la Coupe du monde de cet été.

«Pour l'instant, je pense que nous sommes très, très concentrés, entièrement concentrés sur la Coupe du monde», a-t-il insisté. «Je pense que tout le monde sait que je suis engagé envers l'équipe nationale ici. Je pense qu'il n'y a pas lieu de parler de l'avenir pour le moment.»

Il n'exclut toutefois pas un retour à l'avenir.

«Il ne faut jamais dire jamais», a déclaré Pochettino. «Dans le football, tout peut arriver.»

«Je suis sûr qu'ils vont se maintenir»

Malgré une saison mouvementée qui voit le club s'apprêter à engager son troisième entraîneur cette saison après s'être séparé de Thomas Frank et de Tudor, Pochettino est convaincu que les

Spurs resteront en Premier League

«Vu mes liens avec Tottenham, il m'est impossible de rester indifférent à l'égard de Tottenham, du club, des personnes qui y travaillent et des supporters. Ça a été l'une des meilleures expériences de ma vie. Bien sûr, c'est mon souhait, et je suis sûr qu'ils vont se maintenir, avec ou sans entraîneur, grâce aux joueurs», a-t-il déclaré. «Je pense qu'il y a les joueurs, et puis c'est un club avec des supporters qui vont tout faire pour créer l'énergie nécessaire à la victoire. Bien sûr, cela va être difficile car la synergie et la gestion sont compliquées.»

«Ce traî- au- ga- ment,



que je veux dire, c'est qu'avec ou sans entraîneur, je pense qu'ils ront la capacité de gner, et j'y crois vraiment bien sûr.»

NAPLES FC

LUKAKU affirme vouloir rester

Des rumeurs avaient commencé à circuler selon lesquelles la décision de Lukaku de se faire soigner à l'étranger sans autorisation préalable explicite traduisait une volonté de prendre ses distances avec le grand club de Serie A. Lukaku aurait irrité le club de Serie A en refusant de retourner au centre d'entraînement après s'être retiré de la sélection belge, préférant rester dans son pays natal. Cependant, le joueur de 32 ans s'est empressé de rejeter toute suggestion selon laquelle il chercherait à quitter Naples, soulignant son attachement profond au club et à ses supporters.

S'adressant directement aux supporters, Lukaku a

déclaré: «Cette saison a été très difficile pour moi, entre la blessure et un deuil personnel. Je sais qu'il y a eu beaucoup de bruit ces derniers jours autour de ma situation et il est important de clarifier les choses. La vérité, c'est que ces dernières semaines, je ne me sentais pas bien physiquement. J'ai passé des examens pendant mon séjour en Belgique et il s'est avéré qu'il y avait une inflammation et du liquide dans le muscle iliopsoas, près de la cicatrice», a expliqué l'attaquant.

«C'est le deuxième problème que j'ai eu depuis mon retour début novembre. J'ai choisi de faire ma rééducation en Belgique afin d'être prêt quand on fera ap-

pel à moi.»

«Je pense que la plupart d'entre vous ont vu l'interview que j'ai donnée à Vérone : je ne pourrais jamais tourner le dos à Naples, jamais. Je ne souhaite rien de plus que de jouer et de faire gagner mon équipe, mais pour l'instant, je dois m'assurer d'être cliniquement à 100 %, car ces derniers temps, je ne l'étais pas et cela pesait aussi sur moi mentalement.»

LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- I. Crac Boum Hue, comme le chantait Jacques Dutronc.
- II. Il dégaze sur commande.
- III. C'est tout flou !
- IV. Equilibre un flux. Prénom du père de Nestor.
- V. Chef arabe. Particule atomique.
- VI. Possessif. Les deux extrémités de l'eunuque. Prénom féminin.
- VII. Bagatelle. Conforme à la loi.
- VIII. En plein dedans. Parfois d'ivoire. Un demi-gamin de Paris.
- IX. Cristal de grâce.
- X. Entreprise en solo. Plaque tout.

VERTICALEMENT

- 1. L'ex-dame du téléphone, dans les années 50.
- 2. Pris dans les glaces. Premier département de France.
- 3. Monnaie d'échange internationale. Un tout petit peu de brioche.
- 4. Hors norme.
- 5. Un prénom de Poulain, au cinéma. Langue du sud.
- 6. Pistolet électrique. Prénom féminin.
- 7. Jamais vieux. Changeât d'air.
- 8. Changement de peau. Dieu solaire.
- 9. Relatif au nouveau-né.
- 10. Signal sonore

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

MOTS MÊLÉS

- ACHAT

AGENDA

AUTOMNE

BABYSITTING

CAHIER

CALCULATRICE

CANTINE

CARTABLE
- CLASSE

COLLEGE

COPAINS

CRAYON

ENTRER

FEUTRE

FIGURE

FRAICHEUR
- GOMME

GOUTER

INSTITUTEUR

LISTE

LIVRE

LYCEE

MAITRE

MATIERE
- MERCREDI

MINUTIE

PARENTS

PRECIS

PUNIR

RECREATION

REGLE

RENTREE
- REVEIL

SEMAINE

SCOLARITE

SPORT

TRAC

TRAIN

TRAVAIL

TRIMESTRE

E	S	R	E	I	H	A	C	E	A	D	N	E	G	A
G	C	P	A	R	E	N	T	S	T	C	M	N	C	E
E	A	I	E	N	T	R	E	R	C	M	H	I	A	R
L	R	N	R	P	E	I	A	T	O	A	E	A	N	V
L	T	S	M	T	B	V	A	G	P	U	B	M	T	I
O	A	T	S	L	A	E	R	M	A	T	T	E	I	L
C	B	I	E	I	B	L	R	P	I	O	R	S	N	S
G	L	T	L	E	Y	M	U	T	N	M	O	S	E	C
O	E	U	G	V	S	N	E	C	S	N	P	A	N	O
U	R	T	E	E	I	I	H	R	L	E	S	L	O	L
T	E	E	R	R	T	A	C	L	C	A	M	C	Y	A
E	I	U	T	U	T	R	I	E	Y	R	C	I	A	R
R	T	R	N	O	I	T	A	E	R	C	E	R	R	I
E	A	I	R	E	N	T	R	E	E	P	E	D	C	T
C	M	E	R	U	G	I	F	E	U	T	R	E	I	E

LES MOTS FLÉCHÉS

REMBE EN JEU	PETITE QUANTITÉ JOUR DE CONGE	JOUÉ EN LIGNE 1 ISOLÉ	PREMIER DE LIQUE	PSYCHANALYSTE	LANCEUR DE TUBES PETIT SAINT	DANS LES GRADINS MOI
VIEUX DO FAITS ET GESTES	BOISSON ÉPOQUE	VANITEUX SATISFERAI	POUR LIER ENFONCENT LES PORTES	GRAND PRIX GERMAIN		
PROCHES PARENTS	RENOYÉ STADE FRANÇAIS		PASSE AVANT NOUS	DÉCAMPER RÉCALCITRAIT		NATU-RELLES
POSTE DE JEU	ARRIÉRÉ	BLANCHISSERIE ARCHIVES DE LA TÉLÉ		EXPLOSIF OSSEAUX MARINS		
TALENT FRANÇAIS		CARTE À PUCE CAPRICE ENFANTIN	CELLULE GRISE	STRIER MOURSEUX ITALIEN		
			CONTINENT L'ASSITUDE			
MÉTAL CURIEUSE	UNITÉS DE SURFACE GRANDE FÊTE		ETHNIE DU RWANDA 11 JOUEURS	APPRIS		RENDRE HOMMAGE
ÉQUIPE DE FRANCE	MÉGA-OCTET DIVISION	INJUSTE CONDITION PHYSIQUE	ÎLE BRETONNE	GARÇONS D'ÉCURIE	VELETTE DÉMONS-TRATIF	SCANDIUM AU LABO MAUVAIS GÊTE
REPTILE	HERBE AROMATIQUE ABRIMÉ				PAPIER D'EMBALLAGE PLAISANTE	
COUTUMES JOURS DE MATCHES		PAS TRÈS CHAUD	ESQUISSES FAMILIER POUR ÉDOUARD		PETITE ÎLE	
				VOLUME DE BOIS		

SUDOKO

5	2		6			7	1
7	6		1		9	3	
		3			4		8
6						7	3
9			5		3		4
	1	7					9
8			2			5	
		6	8		5		1
4	5				7		8
							6

SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS

E	N	I	R	I	F	S	E	T	E	B
E	G	E	N	E	R	I	E	N	T	E
U	V	E	R	E	T	E	A	I	E	U
R	E	C	E	P	I	N	S	I	L	I
	O	M	E	T	U	E	A	B	A	T
S	E	S	E	S	N	I	S	O	B	U
E	N	E	N	V	O	G	A	S	S	O
I	G	A	I	C	T	R	I	S	T	E
N	A	N	T	I	S	A	R	E	M	E
	N	E	R	A	M	E	N	A	I	A
A	S	A	R	S	E	R	L	E	C	A
E	N	E	R	E	K	C	O	C	S	T
N	E	X	U	E	D	I	E	A	S	N
A	S	U	E	L	E	T	U	E	S	T
	N	O	N	C	O	N	B	R	I	A
M	O									
S	I	N	S							
G	P	A	T	A	M					

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

2	6	1	8	5	3	9	4	7
3	9	4	7	1	2	6	8	5
5	8	7	4	6	9	2	1	3
9	7	5	1	3	8	4	2	6
8	1	2	6	4	7	3	5	9
4	3	6	9	2	5	1	7	8
1	5	9	2	8	6	7	3	4
7	2	8	3	9	4	5	6	1
6	4	3	5	7	1	8	9	2
S	T	E	R	A	S	E	M	N
I	N	A	I	S	E	P	E	L
X	E	A	S	T	E	A	K	E
X	I	O	E	S	T	E	W	A
X	I	J	E	M	U	E	R	A
IIA	C	A	S	S	I	O	N	E
IV	E	L	E	T	O	T	R	A
VI	T	E	S	T	E	I	E	N
AV	A	E	R	A	V	D	T	U
III	I	N	S	I	G	E	R	A
II	M	A	T	E	R	I	A	L
I	A	M	A	D	I	S	D	E

Culture et deuil national

La Semaine du cinéma de la femme reportée

Reportée après le décès de Liamine Zeroual, la Semaine du cinéma de la femme reprendra le 7 avril à la Cinémathèque d'Alger. Entre hommage à Biyouna et volonté de faire émerger de nouvelles voix, l'événement s'inscrit dans un moment suspendu, sans renoncer à sa raison d'être : donner toute sa place aux femmes dans le cinéma algérien.



NASSIM TERKI

À Alger, le calendrier culturel a marqué un temps d'arrêt. La disparition de l'ancien président Liamine Zeroual a imposé un moment de recueillement à l'échelle nationale. Dans ce contexte, plusieurs événements ont été ajustés, parfois reportés, pour s'aligner avec cette période particulière. La Semaine du cinéma de la femme n'y échappe pas. Prévue initialement à la fin du mois de mars, elle a été décalée. Elle débutera finalement le 7 avril. Un choix assumé par les organisateurs, qui ont préféré attendre la fin du deuil pour relancer la manifestation dans un climat plus apaisé. Un message de remerciement a d'ailleurs été adressé au public, saluant sa compréhension face à ce changement. Mais ce report ne change pas l'essentiel. Car derrière cet événement, il y a une intention claire : mettre en lumière les femmes du cinéma algérien. Pas seulement à l'écran, mais aussi dans les coulisses. Celles qui écrivent, réalisent, produisent, et participent à faire vivre le 7e art au quotidien.

Cette édition porte une charge symbolique forte. Elle est dédiée à la mémoire de Biyouna. Une figure connue, respectée, qui a traversé plusieurs générations. En lui rendant hommage, les organisateurs ne se contentent pas de rappeler un parcours. Ils pointent aussi une présence féminine marquante dans la culture algérienne, souvent discrète mais essentielle. Durant trois jours, la Cinémathèque d'Alger deviendra un espace ouvert. Un lieu où les histoires se racontent autrement. Les films proposés (fictions et documentaires) abordent des sujets simples, mais profonds : la famille, les liens, la mémoire, les choix de vie, et surtout la place de la femme dans la société. Ces œuvres ne cherchent pas à donner des réponses toutes faites. Elles montrent des parcours, des doutes, des réalités. Elles parlent d'émancipation, parfois silencieuse, parfois frontale. Elles racontent aussi des histoires ancrées dans le quotidien algérien. Le festival invite à discuter. Des rencontres sont prévues avec des professionnelles du cinéma. Réalisatrices, scénaristes, productrices viendront parler de leur travail. Le public pourra poser des questions, comprendre les parcours, entendre les difficultés et les réussites. Des débats seront aussi organisés. Ils aborderont

des sujets concrets : la place des femmes dans l'industrie, les rôles qui leur sont proposés, les clichés encore présents. L'objectif est d'ouvrir la discussion, sans détour. En parallèle, une place importante est donnée à la formation. Des ateliers sont proposés aux jeunes femmes intéressées par le cinéma. Elles pourront découvrir les bases du métier : écrire un scénario, penser une mise en scène, comprendre la production. Des outils simples, mais utiles pour commencer. L'idée est d'accompagner celles qui veulent se lancer. Leur donner des repères. Les encourager à prendre leur place dans un domaine qui reste encore difficile d'accès. Au fond, cette Semaine du cinéma de la femme cherche à créer un espace vivant. Un endroit où l'on apprend, où l'on échange, où l'on teste des idées. Un lieu de passage entre générations, entre expériences, entre regards. Le report a déplacé les dates, mais il n'a pas affaibli le projet. Au contraire, il lui donne un autre rythme. Entre mémoire nationale et expression artistique, l'événement s'inscrit dans un moment particulier. Et rappelle, à sa manière, que la culture continue, même lorsqu'elle doit ralentir.

CARICATURE INTERNATIONALE À BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Ali Al-Sheikh primé, hommage à Salah Aougrou

À Bordj Bou Arréridj, le trait a parlé toutes les langues. Pendant plusieurs jours, caricaturistes venus des quatre coins du monde ont revisité, chacun à leur manière, le visage bien connu de Salah Aougrou. Au cœur de cette effervescence artistique, la deuxième édition de l'exposition internationale « ALG BEST TOONS », organisée au complexe culturel Aïcha Haddad. Au terme des délibérations, le premier prix a été attribué à l'artiste jordanien Ali Al-Sheikh. Derrière lui, l'Irakien Mohammed Ghazal décroche la deuxième place, tandis que la troisième revient à la Roumaine Candy Shrita. Un palmarès qui reflète la dimension résolument internationale de cette manifestation. Mais au-delà des récompenses, c'est surtout l'ampleur de la participation qui marque cette édition. Plus de 500 œuvres ont été envoyées depuis 58 pays. Un chiffre qui en dit long sur

l'écho rencontré par l'événement, bien au-delà des frontières algériennes. Pour Tarek Sakhraoui, commissaire de l'exposition, cette dynamique s'inscrit dans la continuité de la première édition. Selon lui, cette initiative contribue à faire connaître davantage les artistes algériens, mais aussi à braquer les projecteurs sur le cinéma national. Une visibilité qui semble avoir porté ses fruits, au vu de la diversité et de la qualité des contributions reçues cette année. Les œuvres présentées témoignent d'approches très différentes. Chaque caricaturiste s'est approprié le personnage de Salah Aougrou avec sa propre sensibilité, oscillant entre humour, hommage et interprétation artistique. Ce foisonnement de styles a d'ailleurs attiré l'attention de plusieurs plateformes culturelles internationales, notamment en Asie et au Moyen-Orient, mais aussi en Europe et en Amérique latine. Autre point notable, la présence affirmée

d'artistes algériens dans les différentes étapes de sélection. Plusieurs d'entre eux ont réussi à se hisser parmi les meilleures propositions, confirmant une scène locale en pleine affirmation. Derrière cette exposition, l'ambition dépasse le simple cadre artistique. Il s'agit aussi de promouvoir une image plus large de l'Algérie : celle d'un pays ouvert sur le monde, riche de sa création et de son patrimoine. Le cinéma, les figures populaires et l'expression graphique deviennent ici des vecteurs de rayonnement culturel. L'événement est porté par l'association Aïn pour la création culturelle, en lien avec la direction de la culture et des arts de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, avec l'appui du ministère de la Culture et des Arts. Il bénéficie également d'une collaboration avec la Maison de la culture Mohamed Boudiaf, dans une organisation coordonnée avec les autorités locales.

Rédaction Culture

Très Court Film Lab

Six jeunes cinéastes plongés dans une expérience collective à Alger

Ils ne sont que six. Six noms, venus de différentes villes du pays, réunis autour d'un même objectif, faire naître un film en quelques semaines, dans un cadre intensif où tout se joue vite. L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a retenu Boulahbal Abdeldjalil (Annaba), Kerboub Mohamed Youcef (Tipasa), Rabah Hadil et Saïchi Soraya (Alger), Bakhti Ahmed (Djelfa) et M'hamed Nadjet (Oran) pour intégrer la première édition du Très Court Film Lab (TCFL 2026). Le programme se tiendra à la villa Dar Abdellatif, à Alger, du 4 avril au 7 mai. Derrière cette initiative, une idée simple, accompagner de jeunes réalisateurs du début à la fin de leur projet. L'appel à candidatures, lancé en janvier dernier, visait celles et ceux qui souhaitent réaliser des films très courts, entre une et cinq minutes. Une durée réduite, mais un exercice exigeant. « ce laboratoire créatif offre aux participants l'opportunité de produire des films très courts d'une durée de 1 à 5 minutes, avec un accompagnement complet couvrant toutes les étapes de l'écriture du scénario jusqu'à la postproduction ». Pendant un peu plus d'un mois, les participants vont vivre au rythme du cinéma. L'écriture ouvre le bal. Encadrés par le scénariste et formateur Smail Soufit, ils devront transformer leurs idées en scénarios solides, prêts à être tournés. Une deuxième étape vient ensuite renforcer cet apprentissage. Le réalisateur et producteur Aïssa Djouamaâ animera une masterclass centrée sur la mise en scène et la production. Son rôle : aider les participants à passer de l'intention à la réalisation concrète. Puis vient le moment décisif, le tournage. Chaque équipe dispose de trois jours pour filmer, suivis de trois autres jours pour finaliser son projet, du montage à l'étalonnage. Mais au-delà du cadre technique, le programme mise sur autre chose : le collectif. Ici, chacun travaille aussi pour les autres. Les participants s'entraident, se croisent sur les plateaux, partagent les responsabilités. Une manière d'apprendre autrement, en faisant. À la fin de la résidence, six films verront le jour. Ils seront présentés lors d'une projection dédiée, avec l'ambition de circuler ensuite dans des festivals, en Algérie et ailleurs.

Trait d'esprit

“De toutes les sciences que l’homme peut et doit savoir, la principale, c’est la science de vivre de manière à faire le moins de mal et le plus de bien possible.”

Léon Tolstoï

En raison de conditions météorologiques : Perturbations de la distribution d’eau à Alger

La Société des Eaux et de l’Assainissement d’Alger (SEAAL) a annoncé hier des modifications dans le programme de distribution d’eau affectant plusieurs communes de la capitale. Cette situation résulte d’une forte turbidité de l’eau de mer due aux récentes conditions météorologiques. Les fortes agitations maritimes ont contraint les stations de dessalement à réduire, voire suspendre, leur production. Cela entraîne des fluctuations et des réajustements du calendrier de distribution dans de nombreuses localités, notamment Birkhadem, Saoula, Khraicia, Baba Hassen, Draria, El Achour, Ouled Fayet, Souidania, Chéraga, Bir Mourad Rais, Beni

Messous et Kouba. Des retards sont également signalés sur les hauteurs d’Alger et les nouveaux pôles urbains tels que Ben Aknoun, Bouzaréah, Beni Messous, El Biar, Bologhine, Rais Hamidou, Douéra et Rahmania. Afin de pallier ce déficit, la SEAAL a activé un dispositif de secours en s’appuyant sur les réserves des barrages. Le rétablissement du programme habituel se fera progressivement dès que la production des stations de dessalement aura repris sa pleine capacité et que les réservoirs principaux auront atteint leurs niveaux de remplissage optimaux. La SEAAL rassure les usagers et s’engage à maintenir un service minimum dans l’attente du retour à la normale.

R. N.

Un séisme de magnitude 3,5 secoue Tipaza

Dans la soirée de lundi, un tremblement de terre d’une magnitude de 3,5 sur l’échelle de Richter a ébranlé la wilaya de Tipaza, suscitant une vague d’inquiétude parmi les habitants. Selon le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), la secousse, survenue aux alentours de 20 h 30, a été clairement ressentie dans plusieurs localités, notamment

celles proches du littoral. L’épicentre du séisme a été localisé à environ deux kilomètres au sud-ouest de la commune de Damous. Bien que la magnitude reste modérée, l’événement a suffi à alerter les riverains, habituellement sensibles aux mouvements telluriques dans cette région. Aucune information sur d’éventuels dégâts ou victimes n’a été rapportée dans l’immédiat.

Chute de neige aujourd’hui dans des wilayas du centre et de l’est

Des chutes de neige affecteront aujourd’hui les reliefs dépassant les 1000 mètres d’altitude dans plusieurs wilayas du centre et de l’est du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l’Office national de météorologie. De niveau de vigilance « orange », le BMS concerne les wilayas de Blida, Médéa, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Sétif et Bordj. Bou Arreridj, du mardi à 18 h 00 au mercredi à la même heure.

L’épaisseur de la neige est estimée entre 10 et 20 cm, pouvant atteindre ou dépasser localement 25 cm sur les hauteurs du Djurdjura et du Babors. Les wilayas de Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Batna, Khenchela et Tébessa sont également concernées par des chutes de neige, du mardi à 18 h 00 au mercredi à 12 h 00, avec une épaisseur estimée entre 5 et 15 cm.

Djezzy plaide pour une souveraineté numérique nationale

L’opérateur de téléphonie mobile Djezzy a organisé, en marge de la première édition du forum Global Africa Tech tenue à Alger du 28 au 30 mars, un panel sur la souveraineté numérique. Celui-ci était axé sur les enjeux stratégiques de la localisation des données, le renforcement de la cybersécurité et le rôle moteur de l’intelligence artificielle (IA). Intitulée « Construire la souveraineté numérique : l’infrastructure à l’ère de l’agilité », cette rencontre a réuni experts et partenaires du secteur technologique. Ils ont souligné l’impératif de développer une infrastructure technologique nationale « agile » pour garantir la sécurité des données et soutenir l’innovation. « Disposer de la

donnée localement accélère considérablement le développement du produit », a-t-on expliqué, citant l’exemple du réseau social 1TIK, hébergé par Djezzy et conçu pour répondre aux spécificités culturelles algériennes. L’accent a été mis également sur l’agilité et la sécurisation des échanges via le chiffrement de bout en bout, transformant chaque interaction numérique en un actif protégé pour l’utilisateur. Le volet cybersécurité a été abordé avec l’adoption de l’approche « security by design » (sécurité dès la conception) pour renforcer la cyberrésilience des entreprises, tout en rappelant l’importance du cadre réglementaire relatif à la protection des données personnelles.

Handi-basket : L’Algérie écrase le Libéria (106-10) et file en demi-finales du Championnat d’Afrique

La sélection algérienne masculine de handi-basket a dominé sans partage son homologue libérien (106-10) en quarts de finale du Championnat d’Afrique, mardi à Luanda, s’offrant ainsi une place en demi-finales et un pas de plus vers la qualification pour le Mondial 2026 d’Ottawa. Dès l’entame, les Algériens ont imposé leur rythme, bouclant les trois premiers quart-temps sans encaisser le moindre point (29-0, 21-0, 26-0). Le staff technique en a profité pour faire tourner l’effectif, offrant du temps de jeu à plusieurs joueurs sans altérer la performance collective. Cette large victoire

confirme les ambitions algériennes dans une compétition cruciale, puisque les deux premières places du tournoi offrent une qualification directe pour le Mondial, tandis que les troisièmes devront passer par un tournoi de repêchage en Thaïlande. Côté féminin, la sélection affronte ce mardi l’Afrique du Sud pour la première place de la poule unique, synonyme de demi-finales et, potentiellement, de billet pour Ottawa. Les demi-finales masculines sont prévues mercredi, avec un programme opposant le 1er au 4e et le 2e au 3e du classement final.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

SANTÉ ET DROITS DE L’HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL

Entre violations et solidarité internationale

Une ONG sahraouie a lancé un cri d’alarme face à la situation critique des prisonniers politiques détenus dans les prisons marocaines. L’Association sahraouie des victimes de violations graves des droits de l’homme (ASVDH) dénonce une négligence médicale systématique mettant en danger la vie des détenus. Retards dans les traitements, rendez-vous médicaux ignorés et privation de soins hospitaliers externes sont autant de pratiques aggravant l’état de santé des prisonniers, selon l’organisation.



Dans une déclaration officielle, l’ASVDH exige un accès complet et inconditionnel aux soins de santé, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des prisons, ainsi qu’un suivi médical régulier pour les détenus. L’organisation tient les autorités marocaines responsables de toute détérioration de leur état de santé et appelle à une intervention urgente des organisations internationales de défense des droits de l’homme pour mettre fin à ces violations. Parallèlement, en République sahraouie, la nomination d’un nouveau ministre de l’Eau et de l’Environnement témoigne de la continuité des structures institutionnelles dans un contexte marqué par d’importants défis. La gestion des ressources en eau demeure

re une priorité stratégique, notamment dans les camps de réfugiés où les récentes crises ont mis à l’épreuve les capacités administratives. Dans un autre registre, une mission médicale italienne a récemment été déployée dans la wilaya d’Aousserd, illustrant la dynamique de coopération sanitaire internationale qui s’intensifie périodiquement dans les camps de réfugiés sahraouis. Cette initiative, menée par l’association italienne Medicina e Assistenza ai Margini (MAM) lors de sa quatrième visite, mobilise une équipe multidisciplinaire offrant des soins spécialisés et des formations en santé. Une attention particulière est portée au suivi des patients atteints de maladies chroniques,

comme le diabète, renforçant ainsi un système de santé local limité et largement dépendant de la solidarité internationale. Ces développements reflètent une double réalité. D’un côté, la persistance de graves violations des droits de l’homme dans les territoires occupés ; de l’autre, la résilience organisationnelle et le réseau de soutien international qui permettent de maintenir des conditions de vie précaires dans les camps de réfugiés sahraouis. Cette situation complexe souligne la nécessité d’une mobilisation continue pour défendre les droits fondamentaux des Sahraouis tout en soutenant les initiatives humanitaires qui atténuent les souffrances des populations réfugiées. ■

Le coût exorbitant des parties de golf de Trump pour les contribuables américains



Depuis le début de son second mandat à la Maison Blanche, les parties de golf de Donald Trump ont engendré des dépenses colossales pour les contribuables américains. Une enquête révélatrice du HuffPost montre que ces activités récréatives ont déjà coûté plus de 100 millions de dollars aux citoyens. Ce montant représente les deux tiers du total des dépenses liées au golf entre

2016 et 2020. Ces frais correspondent principalement au transport et à la sécurité liés aux déplacements du Président sur les greens. Le HuffPost s’est appuyé sur un rapport de 2019 du Government Accountability Office consacré aux déplacements de Donald Trump pour jouer au golf durant son premier mandat. La projection sur l’ensemble de son second mandat devrait dépasser les 300 millions de dollars. ■